

Document d'information n° 1

# Les enfants travailleurs domestiques

*Résultats d'une  
étude menée en  
Afrique de l'Ouest  
et centrale*

D<sup>r</sup> Dorte Thorsen

Avril 2012

## Table des matières

Acronymes et abréviations .....	1
Préface .....	2
Introduction .....	4
Situer les enfants travailleurs domestiques dans les années 2000 .....	4
Les raisons pour lesquelles les enfants travaillent comme domestiques.....	5
Comment les enfants deviennent des domestiques. ....	7
Conditions de travail .....	8
Risques et sévices .....	10
Les implications à long terme du travail domestique pour les enfants.....	11
Développement, éducation et apprentissage de l'enfant .....	11
Trajectoires professionnelles et mobilité sociale ascendante .....	13
Initiatives en termes de politiques et de programmes.....	13
La prévention du travail domestique des enfants : interdiction, sensibilisation et éducation .....	14
Les services de protection de l'enfance assistant les enfants travailleurs .....	18
La réglementation et l'officialisation du travail domestique des enfants .....	19
Questions nécessitant des recherches supplémentaires .....	21
Références .....	22

**Note :** Les chiffres entre crochets correspondent aux références apparaissant à la fin du document d'information

**Avis de non-responsabilité :** Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou points de vue de l'UNICEF

### Coordonnées :

Bureau régional de l'UNICEF en Afrique de l'Ouest et centrale  
BP 29720  
Dakar-Yoff  
Sénégal  
[http://www.unicef.org/wcaro/english/overview\\_6585.html](http://www.unicef.org/wcaro/english/overview_6585.html)

## Acronymes et abréviations

ANPPCAN	Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant
CFA	Communauté Financière Africaine
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
ENDA	Environnement et Développement du Tiers Monde
ICI	International Cocoa Initiative
OIT	Organisation Internationale du Travail
IPEC-OIT	Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'OIT
LUTRENA	Lutte contre le Trafic des Enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre
MAEJT	Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs
WACAP	Programme Ouest-Africain pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale

## Préface

En Afrique de l'Ouest et centrale, on estime qu'un tiers des enfants travaillent à plein temps ou à mi-temps, en étant rémunérés ou non. De nombreux enfants prennent part à des activités économiques dangereuses ou nuisibles, comme le travail dans les mines. Certains sont également exploités dans l'industrie du sexe et font l'objet de trafic. Même si le travail qu'ils réalisent n'est pas dangereux en lui-même, de nombreux enfants qui travaillent n'ont pas accès à l'éducation ou quittent l'école en raison des coûts que cela représente pour les parents de continuer à scolariser leurs enfants et de ne pas les faire travailler. De nombreux enfants parviennent cependant à combiner travail et école, et la réalisation d'un profit peut permettre aux enfants de poursuivre leur éducation. Quand la qualité de l'éducation est médiocre ou que les enfants sont exposés à de la violence à l'école, certains d'entre eux peuvent préférer le travail à l'école. Dans certains contextes, les enfants tirent une raison d'être et un sentiment de responsabilité de leur travail et de leur contribution à la famille. Le fait de les empêcher de travailler sans remplacer leur raison d'être et le statut qui en découle peut engendrer des conséquences encore plus graves.

Les mesures de prévention et d'intervention en matière de travail et d'exploitation des enfants dans la région ont échoué en termes de qualité, d'impact et d'échelle. Au cours des dix dernières années, bon nombre de leçons ont été tirées de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas en matière de travail, d'exploitation et de traite d'enfants. Au niveau international, Understanding Children's Work (UCW) a beaucoup fait pour renforcer les données factuelles. De nombreuses autres organisations et chercheurs issus de différents horizons académiques ont contribué à une analyse davantage différenciée du travail des enfants et des efforts de prévention et d'intervention (comme Bourdillon, Myers, White, Boyden, Liebel et Woodhead).

Les études et évaluations des efforts de lutte contre la traite ont souligné la nécessité de faire la distinction entre la migration des enfants et la traite d'enfants, et d'éviter d'associer automatiquement toutes formes de mouvement des enfants à la traite d'enfants. Ces évaluations mettent également l'accent sur la nécessité de mieux comprendre la mobilité des enfants et les fondements culturels, sociaux et économiques du travail des enfants dans un contexte de mobilité sociale et économique plus général. Une initiative régionale sur la mobilité des enfants a été lancée en 2008 dans l'objectif d'améliorer les fondements culturels du « travail des enfants », de la « migration des enfants » et de la « traite d'enfants » et le rôle joué par le travail et la mobilité des enfants dans leur socialisation. Le travail réalisé par l'initiative sur la mobilité des enfants constitue un effort considérable visant à repenser et redévelopper les mesures de prévention et d'intervention associées au travail des enfants, en tenant compte des concepts sociaux et culturels du développement et de l'éducation des enfants, de la mobilité sociale et de la protection sociale. Dans une telle perspective, les enfants et les migrations sont associés à des transitions au cours d'une vie et à des rites de passage, la migration faisant partie intégrante du passage à l'âge adulte, pour gagner de l'argent et se marier. Cette perspective vient compléter et, dans une certaine mesure, remettre en question d'autres approches au travail des enfants qui se concentrent plus spécifiquement sur la réduction de la pauvreté, le développement des ressources humaines ou l'application des normes internationales relatives au travail.

Cinq documents d'information thématiques ont été élaborés sur les types de travail des enfants les plus pertinents pour les enfants d'Afrique de l'Ouest et centrale. L'accent est mis sur les formes de travail des enfants les plus pressantes dans la région, les types de travail faisant l'objet de la plus grande attention, et ayant connu la résistance au changement la plus importante : les enfants dans les carrières et mines artisanales ; les enfants talibés (les élèves des écoles coraniques qui mendient) dans les pays du Sahel ; les enfants dans l'agriculture commerciale ; les enfants dans le secteur urbain informel ; et les enfants travailleurs domestiques.

Les documents d'information sur le travail des enfants ont pour objectif de synthétiser les données empiriques des bonnes approches au travail et à l'exploitation des enfants et d'identifier des approches qui n'ont pas fonctionné ou sont peu susceptibles de fonctionner, compte tenu des niveaux actuels de ressources humaines

et financières. Les documents d'information sont destinés aux professionnels qui travaillent sur les politiques de protection de l'enfance, d'éducation et sociales dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Chaque document d'informations présente des faits probants sur les aspects suivants : description du phénomène, situation, tendances, impact sur les enfants, ainsi que les approches à la prévention du travail et de l'exploitation des enfants qui fonctionnent.

**Remerciements :** Ces documents d'information ont été développés conjointement par les départements en charge de l'éducation et de la protection de l'enfance en Afrique de l'Ouest et centrale de l'UNICEF. La documentation et les commentaires ont été fournis par le personnel œuvrant pour la protection de l'enfance et pour l'éducation au niveau des pays. Le département régional en charge de l'éducation a fourni le financement nécessaire à la production des documents d'information. Les documents ont été développés et rédigés par le Dr Dorte Thorsen, anthropologue à l'université du Sussex.

## Introduction

Ce document d'information traite de tous les enfants travailleurs domestiques, filles et garçons, en gardant à l'esprit que la grande majorité des enfants travaillant comme domestiques en Afrique de l'Ouest et centrale sont des filles. La plupart des enfants des deux régions participent aux tâches domestiques à la maison, commençant par de petites tâches, celles-ci augmentant progressivement en complexité et en volume. L'objectif éducatif est de leur enseigner les compétences pratiques, économiques et sociales nécessaires dont ils auront besoin une fois adultes. Le travail à la maison peut consister en tâches légères combinées à l'éducation scolaire, mais pour les enfants non scolarisés, ceci peut également impliquer des tâches prenant l'essentiel de la journée, la participation aux entreprises familiales et aux cultures commerciales, et ils pourraient commencer à travailler hors de chez eux afin de gagner un salaire<sup>[11, 66]</sup>. Les parents et les enfants, ainsi que, souvent, leurs employeurs, considèrent le travail domestique comme une partie de ce processus d'apprentissage. Les filles en particulier peuvent emménager chez des membres de leur famille afin de participer aux tâches domestiques. Les garçons comme les filles se voient attribuer des tâches domestiques lorsqu'ils s'installent chez des membres de leur famille pour poursuivre des études, et les adolescents et adolescentes cherchent à se faire employer comme domestiques moyennant salaire.

Les organisations internationales et non gouvernementales considèrent généralement le travail des enfants comme domestiques comme l'une des pires formes de travail des enfants en raison des risques que cette activité fait courir à la santé des enfants. La Convention n° 182 de l'OIT stipule que tous les enfants âgés de moins de dix-huit ans devraient être protégés d'un tel travail. **La protection des enfants domestiques est difficile en raison de la nature voilée du travail domestique, qui se déroule à l'intérieur de maisons particulières, parce que les enfants travaillent souvent pour des membres de la famille élargie et parce que le travail domestique pourrait être socialement et culturellement accepté comme un travail approprié pour les enfants**<sup>[37]</sup>. Il est souvent difficile de déterminer quand le travail domestique est bénin et quand il est nuisible.

Ce document d'information, qui se fonde sur l'examen de divers documents, allant d'articles de journaux à des rapports de recherche commandés et des thèses de maîtrise et doctorales, en passant par des publications universitaires révisées par les pairs, traite essentiellement de l'expérience qu'ont les enfants du travail domestique et de leurs aspirations pour l'avenir, afin de révéler une perspective nuancée des rêves, des stratégies et des tactiques des enfants, qu'ils aient eux-mêmes recherché un tel emploi de domestique ou que leurs parents ou tuteurs les y aient contraints<sup>[86]</sup>. Une partie des documents passés en revue contient des informations détaillées sur le travail des enfants en tant que domestiques mais manquent de profondeur d'analyse, auquel cas les conclusions empiriques sont présentées ici et sont de nouveau analysées comparativement en conjonction avec d'autres récits.

## Situer les enfants travailleurs domestiques dans les années 2000

Les études statistiques nationales n'ont commencé à inclure les questions relatives au travail domestique des enfants qu'au cours des cinq dernières années. Les limites ambiguës qui existent entre l'aide fournie à un parent et le statut d'employé rendent extrêmement difficile l'obtention d'informations fiables quant au nombre exact d'enfants employés comme domestiques. Les filles accueillies de manière informelle afin d'aider au domicile d'un parent sont généralement légèrement plus jeunes que les filles qui sont employées : certaines commencent à l'âge de sept ou huit ans et la plupart ont moins de 14 ans, alors que les filles

employées ont déjà bien entamé leur adolescence ou sont en fin d'adolescence. Bon nombre de jeunes filles sont toujours domestiques bien au-delà de l'âge de 18 ans<sup>[6, 48, 55]</sup><sup>1</sup>.

Les enfants domestiques effectuent généralement de longues heures ; ils balayent la cour, font la vaisselle, la lessive, s'occupent des jeunes enfants, vont au marché, participent à la préparation des repas ou les préparent en intégralité. Les enfants qui travaillent dans des ménages à faible revenu prennent souvent part à des activités rémunératrices en plus des tâches ménagères qui leurs sont assignées, en particulier si la maîtresse de maison est commerçante ou propriétaire de restaurant<sup>[6, 13, 34, 35, 48, 61]</sup>. **Les filles que l'on qualifie et qui se qualifient elles-mêmes de domestiques peuvent passer un temps considérable à vendre des produits dans la rue pour leur employeur ou le membre de la famille élargie qui les accueille**<sup>[48, 51]</sup>. Cependant, **quand les garçons passent beaucoup de temps à vendre des produits dans la rue, ils sont généralement qualifiés de vendeurs de rue et non de domestiques**<sup>[66, 86]</sup>. Un autre groupe de travailleurs, peut être plus visible, se compose d'élèves du secondaire. Ces derniers sont rarement classés comme domestiques, mais endossent souvent de nombreuses tâches, ceci parfois au dépens de leurs études<sup>[6]</sup>. Ces différences de classification ont un impact sur les personnes qui sont comptabilisées comme domestique dans un recensement, et constituent par conséquent une incertitude supplémentaire dans les statistiques.

En dépit de ces incertitudes, les estimations suggèrent qu'un à deux tiers des enfants qui travaillent sont des domestiques, et que la majorité des filles vivant en zone rurale et déménageant en quête de travail part pour la ville<sup>[1, 19, 25]</sup>. En fait, la grande majorité, soit 80 pour cent ou plus des jeunes domestiques en Afrique de l'Ouest et centrale sont des filles, qu'elles soient employées par des parents ou travaillent pour eux<sup>[6, 48, 61]</sup>. Elles s'installent fréquemment dans des villes du district dans lequel leur village se trouve, mais peuvent également parcourir des distances considérablement plus importantes et passer des frontières<sup>[6, 56]</sup>.

**Bénin.** À la fin des années 1990, huit pour cent de tous les enfants âgés de six à 16 ans et originaires de zones rurales avaient quitté leur foyer d'origine pour travailler ; parmi ces enfants, la majorité des filles recherchait un emploi de domestique au Bénin ou au Gabon, de même que quelques garçons<sup>[3]</sup>.

**Guinée.** 61,4 pour cent de tous les enfants qui travaillent ont un emploi de domestique<sup>[28]</sup>.

### Les raisons pour lesquelles les enfants travaillent comme domestiques

**La pauvreté est le facteur le plus important** incitant les enfants à travailler. Pour les enfants domestiques, les explications quant à la manière dont ils en viennent à occuper de telles fonctions vont des enfants vendus ou donnés à des trafiquants<sup>[29, 82]</sup> aux enfants envoyés pour travailler afin de participer à la survie du foyer<sup>[1, 61]</sup>, en passant par les enfants accueillis par des membres de la famille suite à une crise, afin de combler un manque de main-d'œuvre au sein du ménage d'accueil ou de poursuivre des études<sup>[3, 26, 44, 64]</sup> et, enfin, les enfants travaillant de leur propre gré, avec ou sans l'accord de leurs parents ou tuteurs<sup>[1, 11, 13, 68]</sup>. Ces explications, qui vont de la perception des enfants comme victimes à la reconnaissance qu'ils pourraient avoir leur mot à dire, voire initier leur parcours professionnel, font souvent un lien implicite entre la migration des enfants et le travail domestique des enfants.

**Les raisons pour lesquelles les enfants issus des régions rurales quittent leur foyer et, dans une moindre mesure, les raisons de la demande d'enfants domestiques en zone urbaine, constituent l'essentiel des explications justifiant l'entrée des enfants dans le travail domestique.** Dans le cas où les parents ou tuteurs d'un enfant sont les principaux décideurs, les raisons varient de la gestion de crise à la tentative de satisfaire ce que les parents considèrent être l'intérêt supérieur de l'enfant. La gestion de crise se réfère à la nécessité de réduire la consommation du ménage afin de pouvoir faire face à une période particulièrement difficile, et pourrait impliquer le retrait d'un ou plusieurs enfants de l'école, l'envoi d'un ou plusieurs enfants dans la famille élargie, souvent les frères et sœurs des parents ou d'autres membres de leur famille, ou chez un

<sup>1</sup> Dans de nombreux pays d'Afrique, un cinquième à un tiers des enfants âgés de 10 à 14 ans ne vivent pas avec leurs parents biologiques (données MICS/DHS).

commerçant ou une personne du village avec qui les parents ont noué des relations. Les filles sont souvent celles qui doivent abandonner l'école quand la famille se trouve confrontée à des problèmes financiers<sup>[35, 37, 51, 54]</sup>.

Les parents vivant en zone rurale souhaitent quant à eux que leurs enfants acquièrent des compétences qui les aideront à surmonter la pauvreté une fois adultes. À la maison, les garçons comme les filles s'acquittent de tâches domestiques diverses associées à la gestion d'un ménage, ainsi qu'à l'agriculture et à l'élevage du bétail. Les filles apportent fréquemment une aide précieuse à leur mère, non seulement au sein du foyer, mais aussi dans les activités commerciales, et sont par conséquent parfois contraintes d'abandonner l'école afin d'apprendre les tâches pratiques considérées importantes pour s'assurer un moyen de subsistance une fois adultes et faire un bon mariage<sup>[6, 36]</sup>. **Les perceptions des adultes quant au travail domestique des enfants doivent être comprises dans le cadre d'un processus d'apprentissage ; en travaillant dans un ménage urbain, les enfants sont perçus comme acquérant des compétences supplémentaires, leur conférant un certain statut social et leur permettant de se diversifier sur le plan économique plus tard dans la vie**<sup>[73, 74]</sup>.

Des parents peuvent renoncer à l'aide de leurs enfants à la maison et envoyer un ou plusieurs de leurs enfants chez des parents vivant en zone urbaine afin d'y poursuivre des études ou travailler, ou accepter la demande d'un parent recherchant un enfant<sup>[83, 85]</sup>. La migration urbaine des enfants fait partie des stratégies des familles pauvres visant à atténuer les risques et diversifier les opportunités économiques, élargir et consolider leurs réseaux sociaux, et répondre aux besoins de leurs enfants en termes de vêtements, chaussures et autres articles matériels<sup>[54, 74]</sup>. **Bien que ceci fasse partie des stratégies à long terme des ménages en Afrique de l'Ouest, les salaires des enfants sont rarement des contributions directes au budget du ménage ; ils y contribuent plutôt de manière indirecte, les enfants plus âgés travaillant afin de répondre à bon nombre de leurs propres besoins**<sup>[40, 85, 70]</sup>.

**L'entrée des enfants dans le travail domestique dans les villes et les villes rurales est cependant rarement le résultat de stratégies précises des ménages.** Tout d'abord, bon nombre de ménages ruraux sont de grande taille et composites, ce qui implique que des adultes autres que les parents peuvent influencer les décisions relatives à un enfant. Ensuite, les enfants peuvent perturber les plans des adultes en s'enfuyant pour trouver du travail. Il est difficile de procéder à des généralisations sur la base de la composition du ménage ou du sexe et de l'ordre de naissance des enfants pour savoir quels enfants seront les plus susceptibles de devenir des domestiques. La dynamique entre un déplacement décidé de sa propre initiative et un déplacement forcé est une dynamique qu'il convient de souligner. **Le déplacement des enfants est trop souvent décrit uniquement en termes d'envoi, en dépit du fait que des enfants, à partir de 10 ans, jouent un rôle dans leur propre vie, qu'il s'agisse de la poursuite de leurs études, d'une vie moins pauvre, de la volonté d'aider leur famille ou de fuir une charge de travail trop importante**<sup>[31, 51, 57, 58, 60]</sup>. L'une des raisons de ce biais est la difficulté à évaluer la mesure dans laquelle des enfants d'âges différents peuvent agir de leur propre chef, en particulier dans des sociétés privilégiant les décisions des anciens, et en particulier des anciens de sexe masculin<sup>2</sup>.

**L'une des principales motivations des enfants domestiques est de gagner de l'argent, mais ils sont également motivés par le désir de faire ce que l'on attend d'eux. En d'autres termes, ils cherchent à être de « bons » enfants.** Les filles désirent également acquérir de nouvelles compétences qui ne sont pas disponibles dans leurs communautés d'origine, comme des langues supplémentaires, la pratique du commerce d'un plus grand éventail de biens, la cuisine à la mode urbaine, ainsi que des métiers plus formels. De nombreux enfants considèrent l'aspect apprentissage comme une préparation pour l'avenir, tout comme leurs parents<sup>[54]</sup>. **En général, les enfants des zones rurales n'abandonnent pas l'école pour devenir domestiques, mais se rendent dans les zones urbaines pour travailler car ils ne sont plus scolarisés, ou ne l'ont jamais été ; et ce parce qu'il**

---

<sup>2</sup> Malheureusement, il s'est avéré impossible de se procurer des articles de recherche traitant des enfants travaillant comme domestiques dans des sociétés métropolitaines davantage axées sur l'individu, il est par conséquent difficile de s'exprimer sur les contraintes et les opportunités rencontrées par les enfants dans de telles sociétés.



n'y a pas d'école dans leur village, que la qualité de l'enseignement y est médiocre, que les châtiments corporels et autres pratiques démotivent les enfants ou leurs parents, ou que les enfants et/ou leurs parents n'accordent pas vraiment d'importance à l'éducation formelle. **Cependant, pour certains enfants, le travail domestique est un moyen de poursuivre leurs études**, soit parce que le membre de la famille élargie pour lequel ils travaillent les inscrit à l'école soit parce qu'ils utilisent l'argent qu'ils ont gagné pour payer leurs frais de scolarité et leurs fournitures scolaires. Pour d'autres, les promesses d'inscription à l'école ne sont pas honorées par leur employeur<sup>[9, 18, 37]</sup>. Enfin, **travailler comme domestique est un moyen acceptable pour les filles de reporter le mariage et leur permet de gagner un peu de temps et de profiter de leur jeunesse en montrant qu'elles travaillent en vue de leur mariage et préparent leur trousseau**<sup>[56]</sup>.

**S'il est évident que la pauvreté et l'insécurité sont les principales raisons du déplacement des enfants dans les villes et villes rurales d'Afrique de l'Ouest, elles n'expliquent pas pourquoi certains enfants acceptent certains types de travail.** Nous devons donc nous pencher sur les types de travaux auxquels les enfants ont accès, le besoin d'enfants domestiques et les mécanismes de recrutement actuels. Le déclin économique qui perdure depuis la fin des années 1970 a transformé les économies urbaines et instigué une multiplication de petites entreprises axées sur les préparations alimentaires et les services mineurs. Les statistiques de l'emploi dans sept pays de la CEDEAO entre 2001 et 2003 indiquent que parmi tous les travailleurs, 76,2 % avaient trouvé du travail dans l'économie informelle<sup>[84]</sup>, et que pour les enfants, l'emploi informel était de loin l'unique option. Les employeurs préfèrent une main-d'œuvre bon marché, peu qualifiée<sup>[53]</sup>. Les seuils de rémunération applicables au travail dépendent de l'offre et de la demande, mais aussi des tarifs standards qui s'appliquent localement<sup>[3, 38, 49, 80]</sup>. Dans les ménages à faible et moyen revenu, les enfants sont généralement employés pour accomplir une partie ou l'intégralité des tâches domestiques, car leurs employeurs n'ont pas le temps de s'occuper de tout ; par ailleurs, ils recherchent une aide peu coûteuse, et/ou leurs propres enfants vont à l'école et ne sont pas disponibles pour se charger des tâches domestiques<sup>[6, 34, 35, 48, 61]</sup>.

### Comment les enfants deviennent des domestiques.

Certains enfants travaillant comme domestiques sont recrutés par l'intermédiaire d'arrangements d'accueil entre des membres de la famille élargie. De tels arrangements concernent les filles recrutées spécifiquement pour le travail domestique, ainsi que les garçons et les filles venus apprendre un métier ou étudier, mais devant également s'acquitter de tâches domestiques. D'autres enfants sont employés comme domestiques, et quelques-uns sont accueillis au sein d'un ménage sans être membres de la famille.

Pendant plusieurs décennies, les données produites par les recensements ont indiqué une proportion relativement plus élevée de filles âgées de cinq à dix-neuf ans dans certains lieux, comme Abidjan et Bamako<sup>[32, 48, 49]</sup> et les études qualitatives indiquent que de nombreuses filles issues des zones rurales deviennent domestiques dans des ménages urbains. Étant donné le manque de statistiques sur le travail des enfants, ces données sont importantes mais ne fournissent pas suffisamment d'informations sur l'origine des enfants domestiques. Même si les flux migratoires associés au travail et à l'éducation suivent souvent le modèle zone rurale/zone urbaine<sup>[4, 78]</sup>, **peu d'informations sont disponibles sur les déplacements des enfants au sein des grandes villes ou depuis les villages situés à proximité des villes ou métropoles. En conséquence, les programmes destinés à résoudre le problème du travail domestique peuvent être biaisés en faveur des enfants qui viennent de loin, et ignorer les enfants ne déménageant qu'à de courtes distances afin de vivre comme employés de maison logés ou qui effectuent quotidiennement le trajet qui les sépare de leur domicile pour se rendre au travail.** Ceci a plusieurs implications, les explications de la souffrance des enfants domestiques pouvant aisément s'inscrire dans le déplacement à proprement parler. On pense qu'ils souffrent parce qu'ils ne vivent pas avec leurs parents biologiques au sein d'une famille nucléaire, en dépit du fait que ce modèle familial n'est pas la norme dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest et centrale rurale. Ensuite, les enfants qui viennent de plus loin sont représentés comme solitaires et perdus, invoquant ainsi une dichotomie rural/urbain dans le cadre de laquelle les liens sociaux étroits qui existent entre les habitants des zones rurales et des zones urbaines sont ignorés. Enfin, le manque d'informations sur les enfants domestiques non migrants

nous empêche de comprendre si leur connaissance plus extensive des us et coutumes ainsi que des opportunités existant en milieu urbain les incite à agir et à réagir différemment des autres enfants issus des zones rurales et qui viennent d'arriver en ville.

Outre les arrangements d'accueil entre les membres d'une même famille élargie, les filles peuvent être recrutées par des femmes ayant des liens familiaux avec leur village ou ayant des activités commerciales, et ayant besoin d'une fille pour travailler au sein de leur propre foyer ou pour le compte d'une autre personne recherchant une aide domestique<sup>[13, 34]</sup>. Un tel recrutement peut parfois passer pour de la traite d'enfant, en particulier si les recruteurs sont rémunérés pour placer les filles comme domestiques<sup>[33, 35]</sup>, alors qu'il s'agit parfois d'une manière socialement acceptée de s'assurer que les enfants issus de zones rurales trouvent du travail et ne finissent pas dans la rue lorsqu'ils migrent dans les zones urbaines<sup>[51]</sup>. En réalité, **très peu d'informations sont disponibles sur les processus de recrutement et l'implication active des enfants dans celui-ci.** Les enfants peuvent en effet être incités par des membres de leur famille à se déplacer<sup>[6, 49, 51]</sup>, mais les enfants plus âgés veulent souvent trouver du travail et communiquent activement avec leur famille et d'autres contacts sociaux à cette fin<sup>[35]</sup>.

Enfin, **des garçons comme des filles partent pour la ville de leur plein gré. À leur arrivée, ils contactent fréquemment des migrants - déjà installés, et originaires de la même communauté qu'eux ou avec lesquels ils entretiennent des liens de parenté - pour les aider à trouver un logement et du travail.** Les filles sont souvent dirigées vers le travail domestique, alors qu'un plus large éventail d'activités est présenté aux garçons, reflétant ainsi la division du travail selon le sexe couramment rencontrée au sein des ménages. Les garçons peuvent cependant parfois trouver du travail comme « garçons de maison ». Les filles qui disposent d'une grande expérience et ont déjà travaillé comme domestiques peuvent trouver un travail rémunéré en se rapprochant d'employeurs potentiels, par l'intermédiaire d'amis et, dans certains pays, d'agences de placement<sup>[3, 35, 48, 49, 68]</sup>. Aucun lien de cause à effet ne peut être établi entre l'âge, l'expérience et le type de recrutement<sup>[49]</sup>. Les migrants déjà installés qui aident les nouveaux arrivants à trouver du travail opèrent dans une zone d'ombre entre les réseaux de parenté élargis et les agences de placement informelles. Ils ne cherchent pas à recruter activement des filles issues des zones rurales pour travailler comme domestiques, mais sont des points de contact bien connus à la fois des enfants de tous âges venus dans la capitale avec leurs pairs ou des membres de leur famille, et de ceux qui recherchent de jeunes employés<sup>[35, 68]</sup>.

**Guinée.** Un peu plus de la moitié des filles guinéennes qui travaillaient comme domestiques dans le courant des années 2000 avaient été envoyées par leurs parents chez des membres de leur famille proche selon des arrangements d'accueil, les autres travaillaient chez des employeurs avec lesquels elles n'entretenaient aucun lien de parenté. Bon nombre de ces filles avaient été recrutées par des femmes entretenant des liens avec leur village pour des raisons de parenté ou d'activités commerciales. Certaines filles portaient également pour Conakry de leur propre chef, et recherchaient une femme originaire de la même région qu'elles qui les accueillerait jusqu'à ce qu'elles trouvent du travail et essaierait de leur trouver du travail.

Les jeunes Maliennes qui travaillaient à Conakry étaient, selon la même étude, recrutées par des Maliennes ayant des contacts dans les deux pays et attiraient les filles en Guinée en leur promettant des salaires plus élevés. Ces femmes étaient payées pour chaque recrutement organisé qui aboutissait<sup>[35]</sup>.

Un fait intéressant à noter est que les jeunes Maliennes ne se voyaient pas accorder les mêmes pouvoirs d'intermédiaire en termes de prises de décision relatives aux migrations en vue de

## Conditions de travail

Le travail des enfants comme domestiques est façonné par le type de ménage dans lequel ils travaillent. Certains de ces enfants sont les seuls employés du ménage ; d'autres travaillent avec un ou deux autres enfants domestiques. Certains travaillent aux côtés de leur employeur et/ou des enfants de leur employeur, d'autres se voient attribuer la responsabilité de réaliser certaines tâches<sup>[51]</sup>. **Le développement cognitif, la stature et le sexe de l'enfant peuvent affecter l'attribution des tâches, tout comme la disponibilité de main-d'œuvre au sein du ménage.** Les filles les plus jeunes se chargent souvent des enfants et de vendre dans les rues, les plus âgées sont généralement en charge de la cuisine<sup>[35, 48]</sup>. Les garçons tendent à passer plus de

temps à vendre dans les rues, alors que les filles sont davantage susceptibles de s'acquitter de davantage de tâches au sein des ménages bien qu'elles soient aussi des acteurs significatifs du commerce de rue<sup>[35, 49, 66]</sup>.

Pour les enfants domestiques qui vivent au sein du foyer dans lequel ils travaillent, il est rare qu'une limite soit posée entre ce qui constitue du travail et ce qui ne l'est pas<sup>[78]</sup>. Il est par conséquent difficile d'estimer le nombre d'heures qu'ils effectuent. Le problème lorsque l'on essaie de faire la distinction entre le travail et ce qui ne constitue pas un travail est encore exacerbé par le fait que les enfants domestiques sont parfois traités comme des protégés, et donc comme des membres du foyer, et parfois comme des employés<sup>[18]</sup>. Le statut du travail familial et du travail rémunéré est négocié, et les enfants et les membres de leur famille élargie/employeurs ne s'accordent pas toujours sur le type de relations qu'ils entretiennent<sup>[73]</sup>. **Il est important de déterminer si les enfants domestiques, potentiellement corvéables à merci, adoptent ou non des stratégies visant à se rendre moins disponibles, et si ces stratégies sont similaires à celles des enfants du ménage.**

Comme les domestiques sont essentiellement recrutés par le biais de canaux informels, les contrats écrits existent rarement, mais cela ne signifie pas que les contrats implicites n'appliquent pas certaines normes. Une personne qui emploie un enfant pourrait procéder à un petit versement symbolique afin de conclure l'affaire et d'exprimer son appréciation à la mère, au père ou au frère ou à la sœur ayant contribué à faciliter le recrutement. Une telle pratique ne devrait pas être associée à la vente ou à la traite d'enfants<sup>[6]</sup>, mais à une économie de don élaborée consolidant les réseaux sociaux et les mécanismes de protection informels. Les enfants qui travaillent pour un parent y restent généralement plus longtemps que les enfants salariés<sup>[6]</sup>. Bon nombre des filles employées comme domestiques salariées ne gardent leur emploi que pendant une courte durée dès lors qu'elles commencent à toucher un salaire. Cette fluidité de l'emploi peut être associée aux conseils donnés par les intermédiaires qui facilitent l'emploi<sup>[61]</sup> ou à la préférence des employeurs de sexe féminin qui craignent que leur mari n'ait une relation sexuelle avec une jeune domestique<sup>[3]</sup>. Ceci pourrait également être associé à la manière dont les enfants domestiques sont traités par leur employeur<sup>[13]</sup>.

Le fait qu'un enfant soit rémunéré ou non et le moment où il est rémunéré dépendra de la manière dont il est entré dans un ménage. Que les enfants soient accueillis au sein de la famille élargie et réalisent par conséquent le travail domestique des jeunes membres du foyer ou qu'ils soient des employés vivant à domicile, l'hébergement et la nourriture font partie de leur rémunération. Les enfants placés dans la famille élargie ne perçoivent pas de salaire mensuel mais reçoivent généralement un cadeau en espèce et/ou en nature ainsi que le règlement de leurs frais de transport pour leur retour<sup>[48]</sup>. Les enfants employés pour faire un travail domestique ne sont pas assurés de recevoir un salaire régulier. L'âge et les compétences jouent un rôle important pour déterminer si un enfant travailleur domestique sera ou non rémunéré. Quand les enfants sont perçus comme se formant aux tâches domestiques, il est moins probable qu'ils soient payés à la fin de leur séjour. Les filles disposant d'une plus grande expérience et de davantage de compétences s'attendent à un salaire plus élevé, bien qu'il arrive parfois qu'une partie ou l'intégralité de leur salaire soit reversé à la personne ayant organisé la transaction<sup>[25, 35, 48, 66]</sup>. Les filles comme les garçons perçoivent souvent un salaire

**Nigeria.** Une jeune fille de 13 ans qui travaillait comme domestique à Idaban expliquait : « Je ne me repose que quand ma maîtresse n'est pas dans les parages ; si elle est dans les parages, je n'ai pas d'autre choix que de continuer à travailler, je dois faire quelque chose, n'importe quoi... pour lui montrer que je ne suis pas oiseuse. Elle ne doit jamais me voir me reposer ou oiseuse. Les seules fois où je me repose, c'est quand elle m'envoie broyer des tomates ou des haricots. J'en profite pour me reposer un peu avant de rentrer. Il lui arrive parfois de me battre quand elle s'aperçoit que j'ai trainé pour faire les commissions qu'elle m'avait demandées »<sup>[61, p. 179]</sup>.

**Mali.** Une fille a raconté à l'une de ses amies qu'elle n'avait pas le droit de quitter le foyer, qu'elle ne mangeait pas assez, qu'on ne lui donnait pas de vêtements et qu'on l'accusait à tort de voler. Cependant, bon nombre de jeunes filles issues des zones rurales perçoivent la souffrance comme faisant partie intégrante du travail de domestique dans les zones urbaines, quelque chose devant simplement être accepté, les avantages financiers l'emportant sur les éventuels problèmes<sup>[12, p. 34]</sup>.

moins élevé que ce qui leur avait été promis, s'ils sont payés<sup>[35]</sup>. Les réductions de salaire sont utilisées comme sanctions lorsqu'ils cassent des choses, gaspillent de la nourriture ou volent, que ces accusations soient justifiées ou montées de toutes pièces par l'employeur<sup>[61, 66]</sup>. Un grand nombre de domestiques ne sont aussi pas payés sans qu'aucune raison particulière ne soit fournie.

### Risques et sévices

Le traitement des enfants travailleurs domestiques est lié à la manière dont ils sont recrutés et à leur relation à leur employeur. Dans la cartographie du travail domestique des enfants, les éléments positifs qui ressortent de leur travail est la fierté que les enfants tirent d'avoir un travail, l'acquisition de compétences, la rémunération<sup>[11, 31, 48, 74]</sup>, ainsi que la possibilité de vivre dans des ménages plus riches, parfois raccordés à l'électricité et disposant d'un accès plus aisé à l'eau et au combustible pour la cuisine<sup>[54]</sup>. Cependant, plusieurs implications problématiques liées à ce travail sont également identifiées. Il s'agit des longues heures de travail, des lieux de couchage de mauvaise qualité, des sévices corporels et psychologiques et, dans le cas des filles en particulier, des avances sexuelles de la part des hommes du ménage<sup>[55, 62, 78]</sup>.

**Mali.** Les filles soulignent l'aspect éducatif des migrations en vue de travailler comme domestiques. Elles apprennent le Bambara, voient comment d'autres personnes vivent, ce qui leur permet d'« ouvrir les yeux », et accumulent un certain savoir-faire en termes de gestion d'un ménage. Bien qu'elles souhaitent rentrer chez elles avec des vêtements et des ustensiles de cuisine, un objectif important est également de paraître « ouverte d'esprit »<sup>[32, p. 13]</sup>.

**Côte d'Ivoire.** Une jeune immigrée de 18 ans venue du Mali travaillait pour sa sœur et expliquait que cette dernière lui avait permis de se lancer dans le commerce pour son propre compte. « Je vendais des macaronis et de la viande pour me faire de l'argent, et j'aidais ma sœur à faire la vaisselle et à faire les petites commissions nécessaires pour le ménage »<sup>[12, p. 48]</sup>.

Les tuteurs et employeurs punissent parfois physiquement ou verbalement les enfants domestiques pour ne pas avoir travaillé suffisamment vite, pour avoir cassé de la vaisselle, ne pas pouvoir justifier des recettes de la vente ou pour s'être montré impolis<sup>[6, 13, 35]</sup>. La privation de nourriture est également un phénomène très courant<sup>[35]</sup>. L'un des premiers rapports de Human Rights Watch sur la question fait état de coups violents infligés à l'aide d'objets émoussés et de fils électriques, ainsi que de menaces de mort incitant de nombreuses filles à s'échapper, les obligeant à vivre ensuite dans la rue<sup>[34]</sup>. Ce lien entre la maltraitance et le fait de se retrouver à la rue est de moins en moins établi dans les récents rapports, et plusieurs études de cas réalisées sur les trajectoires de filles indiquent qu'elles retournent généralement chez un membre de la famille élargie avant de trouver un nouvel emploi<sup>[51]</sup>.

Les adultes utilisent les mêmes méthodes pour discipliner leurs enfants biologiques, les enfants placés et les enfants employés, et considèrent généralement que les sanctions infligées ont un effet positif sur le comportement des enfants, à l'exception des punitions infligées pour avoir cassé un objet. Les employeurs ont souvent le sentiment qu'ils ont le devoir moral de discipliner les jeunes employés pour leur apprendre à travailler dur. En plus des privations et des châtements corporels, les employeurs hurlent sur les domestiques, les insultent, les menacent et emploient un langage obscène afin de se faire obéir. Certains employeurs demandent l'impossible des enfants, administrent des châtements sévères et rendent la vie très difficile aux enfants qui travaillent chez eux<sup>[5, 62]</sup>. Les enfants domestiques, d'un autre côté, adoptent des stratégies consistant à faire des pauses quand leur employeur ne peut les voir, rester au marché un peu plus longtemps, travailler lentement ou se rebeller quand il leur demande de travailler sans avoir mangé<sup>[35, 61]</sup>. La punition ne se limite pas toujours à la sphère privée, et les adultes du voisinage interviennent régulièrement pour réduire les châtements corporels et s'assurer que les privations alimentaires et sanitaires ne deviennent pas excessives<sup>[66]</sup>.

Ces problèmes pouvant causer un stress considérable pour les enfants, il est important de se pencher sur les pratiques locales en matière d'éducation afin de comprendre les idéologies sous-jacentes à l'administration de différents types de punitions. Il sera tout aussi important de mieux comprendre comment les enfants et les jeunes adultes perçoivent et gèrent les comportements des adultes. Demandent-ils par exemple de l'aide à des membres de la famille élargie ? Résistent-ils aux mauvais traitements en travaillant moins bien, en « volant » du

temps pour faire des pauses dès qu'ils le peuvent ou en volant leur employeur ? S'enfuient-ils ? Ou bien deviennent-ils les victimes soumises de conditions difficiles ? Les stratégies des enfants diffèrent probablement d'un individu à l'autre, mais des points communs peuvent exister en fonction de l'âge, du sexe, de l'importance de l'expérience professionnelle ou de la densité de leurs réseaux de soutien. L'étude des pratiques relatives à l'éducation des enfants dans chaque contexte permet de mieux comprendre les dynamiques qui existent entre les superviseurs adultes et les enfants domestiques, et de développer des moyens efficaces de gérer les sévices.

Enfin, le problème des agressions sexuelles a récemment fait l'objet d'une certaine attention mais reste toujours un thème qui n'est pas suffisamment étudié en raison de la sensibilité, des discours moraux et de la stigmatisation qui caractérisent la sexualité des filles et les agressions sexuelles. Le nombre limité de témoignages quant aux implications associées à la condition de domestique vivant à domicile pointe dans différentes directions. D'un côté, les filles peuvent être forcées à avoir des relations sexuelles avec les hommes d'âge adulte ou les adolescents vivant au sein du ménage dans lequel elles vivent, dans lequel elles travaillent, ou se faire violer par ces hommes. De l'autre, les adolescentes peuvent être incitées à entamer des relations avec de jeunes hommes de leur âge et avec des hommes plus âgés<sup>[55]</sup>. Cette seconde possibilité reflète l'argument formulé plus haut à propos des femmes s'inquiétant que les domestiques leur « volent » leur mari. Ces relations sont décrites comme une « sexualité préjudiciable » quand elles ne durent pas, et en particulier quand elles résultent sur une grossesse ou la contraction d'une maladie sexuellement transmissible ; toutes deux sont associées à une stigmatisation des filles<sup>[82]</sup>. Un thème qui n'a pas été étudié dans les recherches menées sur le sujet est que les filles plus âgées sont déjà d'un certain âge lorsqu'elles explorent différents aspects de la vie adolescente ou de la vie adulte, et certaines d'entre elles pourraient être en quête d'un mari ou d'un petit ami.

## Les implications à long terme du travail domestique pour les enfants

En raison de la nature variée des relations entre les enfants domestiques et la personne qui les a recrutés, il est difficile de généraliser les implications d'un tel travail. Les connaissances sur les normes locales protégeant les enfants de tout un ensemble de risques sur les lieux de travail, de jeu et de résidence font défaut. En conséquence, **les recommandations politiques** qui émanent des études **tendent à utiliser les longues heures de travail, les couchages ne répondant pas aux normes minimum ainsi que les sévices pour mesurer l'ampleur de l'exploitation, sans se pencher sur ce que les enfants eux-mêmes considèrent comme inacceptable et la façon dont ils gèrent ces problèmes**. Les dangers ne devraient pas être ignorés, mais l'incapacité à considérer les enfants comme des personnes sociales qui négocient ces situations du mieux qu'ils le peuvent, en faisant par exemple appel à la famille élargie, en recherchant eux-mêmes du travail ou en travaillant afin de pouvoir régler leurs frais de scolarité, rend difficile l'identification des meilleurs moyens de protéger et de soutenir ces enfants et leurs familles.

### Développement, éducation et apprentissage de l'enfant

Il est important de se pencher sur les pratiques locales en termes d'éducation des enfants afin de comprendre les attentes qu'ont les adultes vis-à-vis des garçons et des filles d'âges différents, mais également pour comprendre les attentes que les enfants et les jeunes ont vis-à-vis de leurs parents. Comme de nombreux enfants travaillant comme domestiques dans des ménages urbains sont issus de régions rurales, il est important de garder à l'esprit que la mobilité des enfants s'inscrit dans la vision selon laquelle les enfants n'appartiennent pas simplement à leurs parents biologiques mais à la famille élargie. Par conséquent, **la socialisation des enfants et leur apprentissage de diverses compétences sont la responsabilité d'un vaste groupe de personnes, et l'enfant a des obligations vis-à-vis de ceux qui sont considérés comme des « parents »**<sup>[8, 65, 83, 85]</sup>. Ceci s'avère particulièrement significatif quand un enfant a été recruté par une personne appartenant à son réseau familial.

Les expériences qu'ont les enfants du travail domestique diffèrent en fonction de leur âge, du contexte familial et de la manière dont ils sont traités par leur employeur. Un enfant de neuf ans et un autre de 16 ans qui sont tous deux nouveaux dans le travail domestique évalueront probablement différemment leur expérience, mais deux enfants de neuf ans pourraient également devenir domestiques en adoptant des attitudes différentes, en particulier si leur contexte familial diffère.

**Les filles inexpérimentées qui viennent d'arriver en ville tendent à travailler pour des femmes qui endossent le rôle d'éducatrice**, en particulier si le principal décideur de ce recrutement est un parent. Les éducatrices apprennent aux filles bon nombre des tâches dont elles devront s'acquitter, leur donnent des conseils sur des questions sociales et le comportement à adopter, et prennent en charge leur apparence et leur bien-être en payant leurs vêtements et les séances chez le coiffeur, ainsi que les traitements médicaux lorsque cela s'avère nécessaire. Ces femmes peuvent être de la famille, mais ce n'est pas nécessairement le cas<sup>[48]</sup>. **Une fois que les filles sont employées comme salariées, elles doivent pouvoir s'acquitter indépendamment de la plupart des tâches, mais peuvent rester sous étroite supervision par crainte qu'elles ne volent, ne se montrent négligentes ou paresseuses.**

L'acquisition de compétences domestiques par les enfants ne constitue pas l'unique motivation. Les garçons et filles issus de milieu rural insistent sur l'ouverture d'esprit que leur donne la vie en ville, leur permettant de rencontrer des personnes d'autres horizons, de bénéficier d'un accès plus fréquent à la radio et à la télé, d'apprendre de nouvelles langues et, pour ceux qui sont employés, d'avoir à travailler sous un régime plus strict que lorsqu'ils travaillaient pour leurs parents. Les filles en particulier insistent sur les compétences qu'elles acquièrent en apprenant à cuisiner les produits disponibles en ville<sup>[51, 72]</sup>. Celles qui vivent avec de la famille ou sont traitées comme de la famille peuvent également avoir le droit de commercer pour leur propre compte dans le cadre de leur introduction aux activités rémunératrices et aux sphères économiques sexospécifiques au sein des ménages, comme elles auraient pu le faire chez elles<sup>[74]</sup>. **En plus de donner aux enfants l'espace leur permettant d'interagir avec des personnes en dehors du ménage dans lequel ils travaillent, la possibilité de commercer leur confère un degré d'autonomie économique et les encourage à développer les compétences sociales nécessaires pour pouvoir réussir dans l'économie informelle.** La plupart des enfants qui travaillent pour de la famille s'attendent également à recevoir un cadeau plus important quand leur service cesse, que ce soit sous la forme d'étoffes, d'assiettes et de casseroles (pour les filles) ou d'une somme forfaitaire (pour les garçons et, parfois, les filles)<sup>[13, 30, 50, 72]</sup>, ceci mettant ainsi l'accent sur l'aspect matériel des relations de parenté et du travail.

Des différences considérables existent en termes d'accès à l'éducation formelle, non seulement entre les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, mais aussi au sein même des pays. Peu d'enfants recrutés spécialement pour travailler comme domestiques sont inscrits à l'école. Pour ces enfants, **le principal objectif aux yeux des adultes est de leur apprendre la valeur du travail, la capacité à s'en sortir, et s'assurer qu'ils ne sont pas oisifs, ceci étant considéré comme menant à la délinquance. Le travail peut également être perçu comme visant à familiariser les enfants à des activités spécifiques**<sup>[66, 78]</sup>. En revanche, près des deux tiers des enfants placés interrogés dans le cadre d'une étude réalisée au Nord du Ghana étaient inscrits à l'école primaire et au collège<sup>[54]</sup>.

Les parents comme les enfants souhaitent que les enfants bénéficient d'une formation professionnelle, mais étant donné que **les parents pauvres ont également du mal à payer les frais d'apprentissage**<sup>[6]</sup>, **voire de trouver une formation près de chez eux, le placement en famille d'accueil ou le travail de domestique salarié est perçu comme un moyen de bénéficier d'une telle formation**<sup>[30, 35]</sup>. Ceci fait désormais partie du tissu social de l'emploi informel et il est courant que les gens accueillent des enfants ou emploient des enfants comme domestiques en échange de la promesse d'une machine à coudre ou de l'organisation d'un apprentissage par l'intermédiaire de leur réseau social ou du règlement des frais d'apprentissage<sup>[31]</sup>. Les enfants placés en famille d'accueil bénéficient d'une éducation formelle pour les mêmes raisons, mais en sont parfois retirés parce que



d'autres parents ont besoin des services d'un enfant de cet âge et de ce sexe particulier, et demandent par conséquent que l'enfant soit déplacé<sup>[31, 35]</sup>.

### Trajectoires professionnelles et mobilité sociale ascendante

Que le déplacement des enfants dans un foyer urbain se fasse à l'initiative des parents ou qu'ils quittent leur foyer de leur propre chef, la plupart des enfants travailleurs domestiques ont une idée de l'effet qu'aura leur travail de domestique sur leur vie. Dans les documents disponibles, une grande attention est accordée à l'achat de vêtements par ces filles venues de milieu rural pendant leur séjour en ville pour travailler comme domestique et, en particulier, à l'accumulation d'articles devant entrer dans la composition de leur trousseau de mariage, encourageant d'autres filles à envisager le métier de domestique<sup>[13, 32, 35, 68]</sup>. Cependant, ces aspects matériels ne constituent qu'un pan de l'histoire. Pour bon nombre de filles, la perspective d'apprentissage que permet le travail domestique dans des ménages urbains est importante. En vivant en ville, **les filles ont de nouvelles idées sur leur identité et le style de vie qu'elles souhaiteraient avoir**<sup>[26, 31, 35, 76]</sup>. Ceci incite les filles à prolonger leur séjour en ville afin de gagner du temps avant le mariage et profiter de leur vie de jeunes femmes. Avec le déclin économique qui affecte de nombreuses régions d'Afrique, il est de plus en plus courant que les filles « apportent quelque chose au mariage », généralement des biens ou des vêtements destinés à leur propre usage. Au Sénégal par exemple, il est devenu courant depuis les années 1950 que les jeunes filles restent plusieurs années à la ville afin de préparer leur trousseau<sup>[56]</sup>.

**Ghana.** Une étude indique que 13 pour cent des filles qui travaillent comme domestiques le faisaient afin de gagner de l'argent pour monter leur propre affaire, six pour cent pour payer leurs frais de scolarité et six pour cent pour apprendre un métier<sup>[36]</sup>.

Certaines filles peuvent ne travailler que quelques années, d'autres continuent à travailler longtemps comme domestique, période au cours de laquelle elles passent d'un lieu de travail à un autre. Ceci pourrait être dû aux différences dans les demandes émanant des membres de la famille élargie, aux opportunités d'apprentissage, ou être une conséquence des mauvaises conditions de travail. Lorsqu'ils se trouvent confrontés à des difficultés, les enfants ne sont pas simplement les victimes de l'imprudence des adultes. **L'importante mobilité des filles employées pour travailler comme domestiques n'est pas simplement liée aux pratiques d'exploitation des adultes ou à la peur, mais aussi au fait qu'elles peuvent changer de travail sans troubler l'ordre social de leur réseau de parents et d'amis.** Elles peuvent partir parce qu'elles trouvent les conditions de travail insoutenables ou la manière dont on leur parle insultante. En revanche, les filles qui quittent un membre de la famille élargie peuvent couvrir leur famille de honte, et sont par conséquent davantage victimes d'une pression sociale les contraignant à endurer les épreuves<sup>[6, 49, 51]</sup>. Cependant, même dans de tels cas, certaines filles peuvent choisir de s'enfuir pour trouver un autre emploi ou une autre famille qui les accueillera<sup>[35]</sup>.

De même, **leur réaction aux réductions de salaire et à l'absence de paiement consiste souvent à abandonner leur travail**, à moins qu'elles n'aient demandé à leur employeur de garder leurs économies. Les domestiques employés confrontés à des réductions de salaire non sollicitées reportent généralement leur départ jusqu'à ce qu'elles reçoivent une partie du paiement qui leur est dû afin de minimiser leurs pertes. Elles quittent cependant rarement un employeur sans essuyer de pertes économiques, à moins qu'elles ne parviennent à inventer une histoire, en affirmant qu'elles doivent retourner au village en raison de la maladie d'un de leurs proches<sup>[31, 35, 51, 66, 75]</sup>. La volatilité de l'emploi de domestique est une caractéristique courante de l'emploi informel des enfants et n'est pas spécifique au travail domestique des enfants<sup>[75]</sup>.

### Initiatives en termes de politiques et de programmes

Ce document se penche sur le travail de protection de l'enfance entrepris afin de protéger les enfants domestiques des dangers qui affectent négativement leur capital humain et évalue l'efficacité des initiatives

programmatiques. Étant donné les statistiques limitées sur le travail des enfants, **l'efficacité ne peut être mesurée en nombre de domestiques, car certains sont considérés comme des membres de la famille, et d'autres comme des employés. Au lieu de cela, une évaluation plus qualitative est nécessaire afin de déterminer si les politiques et les programmes sont basés sur une compréhension nuancée des circonstances dans lesquelles les enfants travaillent comme domestiques, des notions locales de l'enfance et de la famille et des alternatives au travail de domestique.** De plus, des interventions visant à traiter de la question du travail des enfants ont été mises en œuvre en même temps que les exercices de cartographie ont été réalisés, afin de déterminer l'ampleur du travail des enfants, les inconvénients et les avantages qui en découlent et les facteurs incitant les enfants à travailler. En conséquence, le champ relatif à l'analyse comparative du travail domestique des enfants avant et après une intervention est limité et les évaluations de ces interventions se concentrent souvent sur le processus, et non sur les résultats pour les enfants<sup>[67]</sup>.

La politique internationale à la fin des années 1990 et au début des années 2000 s'est fondée sur la perception selon laquelle de nombreuses filles travaillant comme domestiques étaient victimes de la traite et de l'exploitation, à moins qu'elles ne travaillent pour des proches. En conséquence, les initiatives politiques et programmatiques se sont concentrées sur la prévention et le sauvetage des enfants vivant et travaillant loin de leur famille. Les filles des zones rurales ont été découragées de quitter leur communauté pour partir travailler en ville<sup>[13, 20, 22]</sup>. L'idée que les enfants souffriront s'ils sont loin de leurs parents reflète une notion généralisée de l'enfance comme un temps où les enfants sont protégés par leur famille, vont à l'école et n'ont pas de responsabilités. Ceci ne reflète cependant pas la réalité de la plupart des enfants vivant en Afrique de l'Ouest et centrale<sup>[31]</sup>.

Les contextes des politiques nationales sont souvent ambigus. Une grande partie de la législation reprend la Convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et au travail et la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. Bien que la Convention internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) stipule que les États doivent disposer d'un système de protection de l'enfance si les parents et tuteurs ne sont pas en mesure de s'acquitter de leur responsabilité de protection des enfants contre les sévices, la violence et la négligence, la mise en application de la loi sur la protection de l'enfance tend à être inadéquate. Les systèmes de protection de l'enfance sont mal financés et moins d'un pour cent des budgets des États sont consacrés à l'aide sociale. Les services de protection de l'enfance ne sont pas suffisamment rendus opérationnels et ne disposent pas des capacités et des ressources nécessaires pour aider les enfants dans le besoin<sup>[15]</sup>.

La CIDE affirme le droit des enfants à se faire leur propre point de vue quant aux questions qui les affectent et à l'exprimer, en fonction de leur âge et de leur maturité<sup>[4, 11, 31]</sup>. Aux fins de la programmation, il est important d'identifier les pratiques spécifiques au contexte qui affectent les dynamiques intergénérationnelles et la capacité des enfants domestiques à répondre à leurs propres aspirations, et de les relier aux normes universelles internationales de manière flexible et pragmatique<sup>[11]</sup>.

### **La prévention du travail domestique des enfants : interdiction, sensibilisation et éducation**

Les programmes menés sous les auspices de l'OIT, de l'UNICEF, de bailleurs bilatéraux et de grandes ONG ont traité du travail des enfants comme domestiques tant du point de vue de « l'offre » que du point de vue de la « demande ». Les premiers programmes, tels que la « Lutte contre le Trafic des Enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre » (LUTRENA<sup>3</sup>), cherchaient à limiter l'offre d'enfants dans le cadre des initiatives de lutte contre la traite, car la migration professionnelle des enfants avant l'âge de quatorze ans était interprétée comme une conséquence de la traite<sup>[cf. 18]</sup>. Des « actions en amont » impliquaient de sensibiliser et de faire pression sur les

---

<sup>3</sup>Le programme LUTRENA a été lancé en 2001 et a monté des projets cinq ans plus tard dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, axés sur le développement institutionnel, l'action directe, la recherche, la documentation et le suivi et l'action en coopération et conjointe dans la région<sup>[40]</sup>.



États afin de les enjoindre à aligner la législation nationale sur les traités internationaux. Le Ghana et la Sierra Leone ont voté une loi sur la traite d'êtres humains en 2005, et la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Nigeria ont créé des comités nationaux de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants. Des accords bilatéraux (Côte d'Ivoire et Mali, Bénin et Nigeria) et des accords multilatéraux (entre le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Liberia, le Niger, le Nigeria, le Mali et le Togo) ont également été conclus au sein de la CEDEAO afin de lutter spécifiquement contre la traite transfrontalière, faciliter le rapatriement des enfants et punir les trafiquants<sup>[29]</sup>.

Cependant, dans la réalité, les comités de vigilance ont souvent essayé d'empêcher tous les jeunes de voyager, et se sont avérés corrompus, inefficaces, la population ne leur faisant pas confiance puisqu'ils avaient été imposés par le gouvernement sans dialogue préalable sur la mobilité des enfants<sup>[13, 21, 22, 47]</sup>. Les comités se fondaient sur l'idée que les parents et enfants vivant en milieu rural n'étaient pas informés de la situation désespérée des enfants migrants, et qu'en mettant un frein à l'exode des enfants issus du milieu rural, ils seraient protégés contre l'exploitation. Cette hypothèse a facilité les interceptions sans discrimination, y compris des enfants ayant atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi. **L'approche ne prenait pas en compte les points de vue des enfants quant à la manière dont leurs vies devaient se dérouler**<sup>[13, 24, 23]</sup>. Par conséquent, les enfants interceptés et rapatriés repartaient régulièrement quelques jours après leur retour dans leur foyer d'origine<sup>[11, 13, 21]</sup>.

De plus, un tel principe passe outre la longue histoire des migrations en Afrique de l'Ouest et centrale et le niveau de communication et de liens qui existe entre les communautés migrantes et les zones rurales<sup>[2, 16, 21, 27, 74, 75]</sup>. La qualification et l'incrimination des compagnons de voyage plus âgés comme trafiquants d'enfants peuvent transformer la manière dont les enfants migrants voyagent. **Ceci peut réduire les revenus potentiels générés par le recrutement des filles pour le travail domestique, mais pourrait également accroître les risques pour les filles qui migrent, les incitant par exemple à voyager seules plutôt qu'accompagnées d'une personne connaissant le chemin, sachant comment passer les barrages routiers et les frontières et trouver un travail et pouvant la soutenir en cas de difficultés**<sup>[13, 21, 23, 31]</sup>.

Les programmes actuels visent à empêcher les filles n'ayant pas encore atteint l'âge minimum de travailler comme domestiques et à s'assurer que les conditions de travail des filles plus âgées ne sont pas dangereuses<sup>[46]</sup>. Une approche législative à l'interdiction du travail des enfants domestiques n'a pas vraiment été soutenue au niveau national. En effet, une telle approche pourrait présenter des défis et rendre certains enfants plus vulnérables plutôt que de les protéger. Premièrement, **une interdiction ne traite pas de la question de savoir pourquoi les enfants travaillent**<sup>[5, 10]</sup>. Pour qu'une interdiction fonctionne, des alternatives doivent être identifiées et mises à la disposition des enfants travailleurs domestiques<sup>[41]</sup>. Ensuite, une interdiction implique la généralisation tous azimuts de tout type de travail domestique comme nuisible en dépit du fait qu'il a été prouvé que les enfants tiraient de leur position de domestique un large éventail d'expériences, tant positives que négatives. Si certains enfants sont mal traités, d'autres le sont bien, leur permettant d'accumuler des compétences et de tirer de la dignité de ce travail<sup>[10, 11, 13, 38]</sup>. Troisièmement, l'interdiction d'employer des enfants travailleurs domestiques est difficile à mettre en application, car les réseaux sociaux et de parenté se caractérisent par des obligations morales réciproques, et bon nombre d'employeurs/parents se sentent obligés d'aider les enfants issus de familles pauvres. Enfin, il existe un marché de la main-d'œuvre bon marché dans les ménages pauvres, où les femmes passent un temps considérable à des activités économiques faiblement rémunérées<sup>[3, 10, 11, 39, 58, 80, 81]</sup>. Une interdiction pourrait renforcer la vulnérabilité des filles qui travaillent comme domestiques si leur capacité à quitter le ménage dans lequel elles travaillent est limitée par une interdiction, ou si elles perdent leur emploi et ne disposent pas d'alternatives viables.

Les gouvernements nationaux allouent des fonds limités à la protection de l'enfance. Ils tendent à mettre l'accent sur la sensibilisation et la diffusion d'informations, et disposent d'une capacité limitée à fournir une assistance directe aux enfants et aux familles dans le besoin. Les « actions en aval » qui se concentrent sur la réduction de l'« offre » d'enfants domestiques ciblent les communautés rurales. La dépendance aux organisations internationales et aux ONG pour financer le travail de protection de l'enfance permettra aux bailleurs de définir les priorités et les approches<sup>[15]</sup>.

Les approches communautaires sont populaires parmi les bailleurs, puisqu'elles permettent de diffuser des informations sur les conditions dans lesquelles les enfants domestiques travaillent et les dangers associés aux migrations indépendantes des enfants<sup>[39, 40]</sup>. La mobilisation sociale des communautés est considérée par les directeurs de programme comme une approche efficace et durable en raison de la portée plus importante et de la facilité avec laquelle la planification et l'action collectives peuvent se tenir au sein de la communauté. La participation des groupes communautaires est également perçue comme marquant un changement dans les attitudes des populations rurales<sup>[39, 42, 67]</sup>.

**Si les interventions communautaires peuvent faciliter une participation importante de la société civile aux discussions sur les normes et pratiques courantes de l'éducation des enfants et la manière dont il est possible d'influencer ces normes, elles posent également la question de savoir *qui* participe.** Il est par conséquent important de penser au sexe, à la génération et aux dynamiques de pouvoir lors de la création de comités, qui comptent généralement de dix à vingt membres, comptent des femmes et des hommes et un petit nombre d'enfants<sup>[67]</sup>. De plus, les approches communautaires posent la question de savoir *qui* écoute. La viabilité n'est garantie que si les communautés s'approprient un comité et son travail. Une telle adoption est minée par les approches descendantes, c.à.d. la transmission du haut vers le bas de messages à sens unique visant à sensibiliser un groupe cible quant à ce qui est bon et ce qui est mauvais pour les enfants, ou par des processus réalisés à la hâte<sup>[67]</sup>. La question est de savoir dans quelle mesure les programmes sont participatifs, et dans quelle mesure ils tiennent compte des systèmes de protection informels<sup>[15]</sup>.

Plusieurs ONG ont utilisé les approches participatives impliquant les enfants pour diffuser des informations sur les difficultés rencontrées par les enfants travailleurs domestiques et leur vulnérabilité à différentes formes de sévices dans les communautés caractérisées par des taux élevés de déplacement d'enfants en raison du travail domestique. Le Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant (ANPPCAN) a par exemple été le premier à aider les enfants en créant des pièces de théâtre sur la vie des domestiques et en utilisant ces pièces afin d'initier des discussions entre les enfants, les parents, les chefs de village et les enseignants<sup>[3]</sup>. Vision Mondiale Vietnam a suivi une approche similaire et a formé des enfants à apprendre à leurs camarades de classe les dangers de la traite, en utilisant des méthodes créatives, comme les jeux de rôle, les questionnaires et les émissions-débat<sup>[67, p. 42]</sup>. Cette approche se fonde sur l'idée que la population rurale manque généralement d'informations sur les conditions de vie en zone urbaine, une idée qui ignore les forts niveaux de mobilité et de partage des informations. Néanmoins, l'une des clés d'une programmation réussie consiste à impliquer les enfants travailleurs domestiques eux-mêmes, non seulement lors de consultations, mais aussi en tant que militants s'exprimant à partir de leur propre expérience et en tant que pairs éducateurs qui organisent des sessions de formation, des discussions et des activités. Cette approche a joué un rôle

Les réseaux de migrants, qu'ils assistent les migrants récemment arrivés ou accueillent les enfants par le biais d'arrangements d'accueil, fournissent un certain niveau de protection contre les sévices, « il ne semble donc que raisonnable de les prendre en compte lorsque l'on explore des méthodes visant à éviter que les enfants non accompagnés soient victimes de sévices »<sup>[15a, p. 45]</sup>.

**Burkina Faso.** Les filles qui migrent pour travailler comme domestiques créent parfois un système de protection au sein de leur groupe de pairs. Les filles fraîchement arrivées se tournent vers des filles plus âgées issues de leur communauté d'origine, et si l'une de ces filles se distingue en raison de sa capacité à donner de bons conseils, ses bons réseaux et sa capacité à faciliter les emplois, elle se voit rapidement qualifiée de « grande sœur » qui pourra s'exprimer en leur nom<sup>[70]</sup>.

critique dans la réussite des ONG qui travaillent avec des domestiques au Kenya, en Tanzanie, aux Philippines, au Vietnam et au Pérou<sup>[3, 38, 46, 67]</sup>.

La plupart des programmes se concentrent sur l'éducation ou la formation technique comme moyen de prévenir la participation des enfants à tout travail dangereux et de proposer des alternatives viables aux enfants soustraits à un tel emploi<sup>[79]</sup>. L'accent mis sur l'école découle de l'idée que les enfants abandonnent leur scolarité pour trouver un emploi de domestique, c'est pourquoi l'enseignement primaire obligatoire a été perçu comme un moyen efficace de réduire le nombre d'enfants qui travaillent<sup>[80]</sup>. Cependant, des études menées dans le monde entier décrivent l'impact que peut avoir une pauvreté profonde et chronique sur les enfants. **La plupart des enfants domestiques avait déjà abandonné l'école, ou n'y avait jamais été inscrite du fait de la pauvreté de leur famille. Pour ces enfants, travailler en dehors du foyer pour gagner un salaire leur permettant d'aller à l'école ou contribuer au budget du ménage semble constituer une stratégie socialement et économiquement rationnelle**<sup>[11, 30, 31, 72]</sup>.

Un accent important a également été mis sur la réduction des inégalités entre les sexes en termes d'inscription à l'école. Les programmes axés sur les enfants domestiques pourraient tirer une leçon importante des consultations relatives au travail des enfants dans les plantations de cacao, consultations au cours desquelles les communautés rurales ont exprimé la nécessité d'allouer davantage de ressources à l'éducation. **Le manque d'accès à l'éducation formelle dans les zones rurales, en raison du manque d'infrastructures, de l'absence d'enseignants ou de l'incapacité des parents à payer les frais de scolarité, implique que l'éducation ne constitue pas encore une alternative au travail des enfants, l'accès à l'éducation restant hors de portée pour bon nombre d'entre eux**<sup>[22, 43]</sup>.

Un accent encore plus important a été mis sur l'éducation des filles retirées du travail domestique comme moyen d'empêcher qu'elles n'y retournent. Une école de la « seconde chance » est de plus en plus préconisée pour les enfants n'ayant aucune qualification scolaire. Ceci peut nécessiter de ramener les enfants les plus jeunes dans le système scolaire formel ou d'orienter les enfants, et en particulier les plus âgés, vers une formation professionnelle et technique<sup>[21, 45, 69, 79]</sup>. Bien que l'objectif de l'école de la « seconde chance » soit de doter les enfants et les jeunes défavorisés de compétences afin de renforcer leur future position sur le marché du travail, des organisations internationales telles que l'OIT, l'UNICEF et la Banque Mondiale reconnaissent les difficultés associées à la mise en œuvre de programmes à la limite entre le système éducatif formel et les apprentissages informels.

**Le caractère dispersé des communautés rurales affecte le type d'initiatives proposées aux filles qui ont regagné leur communauté après avoir été soustraites au travail domestique.** Des cours d'alphabétisation sont souvent proposés dans les communautés agricoles, et des centres de formation professionnelle sont montés dans les villes rurales, exigeant des jeunes des villages environnants de s'y rendre quotidiennement ou de déménager en ville. Aucun rapport sur la viabilité de ces centres de formation n'a été étudié, mais la qualité et la viabilité des centres de formation dans les villes rurales sont souvent déplorables<sup>[71]</sup>. De plus, **peu de programmes de formation se fondaient sur une évaluation du marché de la main-d'œuvre locale afin d'identifier les métiers à enseigner, et les enfants ne recevaient aucun conseils quant à la gamme de formations proposées ou les opportunités que celles-ci leur apporteraient à l'avenir**<sup>[79]</sup>. Si cette approche semble similaire à la manière dont les parents des zones rurales imposent des formations à leurs enfants<sup>[77]</sup> et n'engendrera probablement pas de critiques localement, elle s'avère cependant inefficace en ce que peu de jeunes parviennent à mettre leur formation à bon usage et à améliorer leur situation. Une dernière considération est le compromis que font les jeunes adolescentes en optant pour l'apprentissage d'une compétence qui pourrait leur être utile à l'avenir et l'abandon d'un revenu qui pourrait leur apporter un certain degré d'indépendance économique, renforçant ainsi leur position sociale quasi comparable à celle des adultes.

## Les services de protection de l'enfance assistant les enfants travailleurs

L'Innocent Digest de 1999 abordait plusieurs approches visant à aider les enfants des rues et les enfants travaillant et victimes de sévices. Le travail réalisé par Shoisab, au Bangladesh, et par le Visayan Forum, aux Philippines, a été qualifié de travail particulièrement innovant<sup>[80]</sup>. Les principaux éléments de ce travail ont été largement adoptés par des programmes de protection de l'enfance opérant dans des zones urbaines.

Les centres d'accueil, généralement gérés par des ONG nationales ou internationales, constituent le point focal essentiel de ces interventions, fournissant un espace physique et émotionnel aux enfants travailleurs domestiques, où ils peuvent trouver des informations, se détendre et rencontrer d'autres enfants vivant une situation similaire. Les centres d'accueil proposent souvent d'autres services, donnant gratuitement aux enfants des conseils médicaux ou juridiques, ainsi que diverses mesures d'intervention en cas de crise, comme les services d'assistance téléphonique et un hébergement à court terme en cas d'urgence. Enfin, différentes formes de développement des compétences figurent fréquemment aux programmes des centres d'accueil<sup>[5, 80]</sup>.

**Les défis concrets découlant des centres d'accueil et d'autres mécanismes d'intervention en cas de sévices sont la nécessité de centres d'accueil multiples ou d'un travail de vulgarisation, car les enfants travailleurs domestiques ont des difficultés à se rendre dans ces centres, à moins que leurs employeurs ne les y autorisent, qu'ils ne défient leur employeur en quittant le foyer sans leur permission ou s'enfuient.** De même, la pertinence d'initiatives telles que les services d'assistance téléphoniques doit être évaluée. Ceux-ci ne pourraient bénéficier à certains enfants domestiques, étant donné que peu de jeunes issus de ménages pauvres possèdent des téléphones portables, et les enfants sont plus ou moins exclus de l'accès aux téléphones publics s'ils ne gagnent pas de revenus<sup>[86]</sup>. De plus, pour ceux qui ne sont pas habitués à parler au téléphone et ne l'utilisent que pour communiquer de brefs messages, généralement en la présence d'autres personnes, les services d'assistance téléphonique ne constituent pas une approche efficace pour leur venir en aide. Ce domaine évolue pourtant rapidement, et un téléphone portable pourrait bientôt être l'un des premiers achats réalisés par les jeunes migrants. Le travail de protection de l'enfance réalisé par le Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT), en particulier pour leurs membres, illustre l'importance des téléphones pour aider les enfants qui migrent ou se trouvent dans des situations difficiles<sup>[59]</sup>. Leur travail démontre également que l'assistance peut parfois se faire par l'intermédiaire d'adultes ou d'autres membres du MAEJT qui ont accès à un téléphone.

La réadaptation des filles victimes de sévices est souvent facilitée par les conseillers des centres d'accueil, mais en Tanzanie, un système de fourniture de conseils par les pairs s'est avéré être un bon complément. D'anciens enfants domestiques sont jumelés afin de partager leurs expériences et de se soutenir sur le plan émotionnel. Certaines filles sont également formées à la responsabilité de pair-éducateur, afin d'aider à identifier les domestiques n'ayant pas encore atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi et ceux qui se trouvent dans des situations difficiles, et de leur fournir des services de conseil initiaux<sup>[46]</sup>. Cette approche semble être efficace, essentiellement parce qu'elle ressemble aux mécanismes de protection informels utilisés par les jeunes filles issues de zones rurales travaillant comme domestiques. Au Burkina Faso, par exemple, les jeunes migrantes utilisent la langue de la parenté pour se référer aux pairs-éducatrices, les appelant « grande sœur »<sup>[70]</sup>. Un avantage découlant de la formation proposée par les ONG ou de l'expérience découlant de la position de « grande sœur » est que ces filles se trouvent en meilleure posture pour négocier de meilleures conditions de travail avec leurs employeurs. Les jeunes brésiliennes employées comme domestiques parvenaient à négocier du temps libre pour aller à l'école. Elles acceptaient cependant en retour un salaire inférieur au salaire minimum<sup>[7]</sup>.

Des migrants établis qui opèrent comme une sorte d'agence de recrutement informelle fournissent également un espace dans leurs locaux où les jeunes travailleurs peuvent se réunir et se détendre en dehors du foyer de leur employeur. Ils interviennent en cas de conflits, et notent les allées et venues des enfants domestiques. À bien des égards, ils fonctionnent comme des centres d'accueil informels, et sont appréciés des enfants comme

des parents pour la protection sociale qu'ils fournissent. **Du point de vue politique, il est important de voir le potentiel de ces mécanismes de protection informels, non comme des substituts à des mécanismes plus formels, mais comme des arrangements parallèles et complémentaires**<sup>[13]</sup>. Ceci contribuera également à traiter de l'incohérence qui existe entre les approches à la protection de l'enfance descendantes et ascendantes. Les approches ascendantes ignorent souvent les mécanismes informels de protection communautaire ou par les pairs, et se reposent sur les ONG pour la fourniture de services de protection de l'enfance<sup>[35]</sup>. Les mécanismes informels ascendants sont basés sur les réseaux familiaux élargis et de voisinage pour assurer la protection sociale. Ceci doit être compris à la lumière de la méfiance profonde des individus en des structures gouvernementales corrompues et fortement inégalitaires<sup>[15]</sup>. Il est important de reconnaître les limites des mécanismes communautaires informels. Il existe une limite au type de problèmes que les pairs-éducateurs peuvent résoudre, et aux services de conseil qu'ils peuvent fournir<sup>[70]</sup>, et il est important de définir les rôles des comités communautaires afin d'éviter qu'ils n'essaient d'en faire plus qu'ils ne peuvent avec les ressources dont ils disposent, et de s'assurer qu'ils réfèrent les cas de sévices sérieux aux autorités appropriées<sup>[67]</sup>.

### La réglementation et l'officialisation du travail domestique des enfants

Le travail domestique est informel, et la vulnérabilité des enfants en tant que travailleurs est d'autant plus complexe que leur travail est présenté comme une simple aide ou comme faisant partie de leur éducation, qu'ils sont dépendants de leurs employeurs s'ils sont des domestiques logés à domicile, et qu'ils travaillent au sein de foyers privés<sup>[18, 62, 67]</sup>. Il est difficile de faire appliquer la loi car les inspecteurs du travail peuvent difficilement accéder aux foyers privés et sont limités en nombre, et tendent à desservir uniquement les lieux de travail officiels. Cependant, **la mesure dans laquelle le traitement des enfants domestiques est caché dépend du type de ménage dans lequel ils travaillent**. Dans les foyers bénéficiant de bons niveaux de revenus, ils peuvent être logés à l'intérieur même de la maison ou de l'enceinte de la propriété, mais dans les quartiers populaires et les établissements humains non planifiés, les cours sont souvent partagées, la cuisine se fait à l'extérieur et les interactions entre voisins sont nombreuses, tout comme la surveillance assurée par ces derniers<sup>[cf. 14, 59]</sup>.

Des programmes récents commencent à reconnaître que pour certains enfants, le travail constitue leur meilleure option étant donné les conditions dans lesquelles ils vivent. Il est donc important de soutenir ces enfants en garantissant leurs droits en tant que travailleurs. **Les approches programmatiques à la formalisation du travail domestique des enfants** font la promotion d'un passage à des relations de style familial à la reconnaissance du travail domestique des enfants comme emploi, et donc de leur droit à un salaire minimum, à des limites quant au nombre d'heures qu'ils peuvent effectuer, à la liberté de choisir de vivre ou non au sein du foyer dans lequel ils travaillent, à l'accès à la santé et à l'éducation et de leurs droits à des congés réguliers et à garder le contact avec leur famille. Certains de ces droits découlent des lois du travail classiques visant à protéger les travailleurs employés dans le secteur formel et se rapportent à la demande de systèmes de doléances efficaces par lesquels des employeurs abusifs peuvent être punis, et des systèmes de soutien permettant aux organisations gouvernementales et non gouvernementales de retirer les enfants vivant dans des foyers où les sévices sont fréquents<sup>[18, 61, 80]</sup>. **D'autres droits, comme l'accès à la santé, à l'éducation et à garder le contact avec la famille, permettent de sortir les enfants domestiques de leur rôle de travailleur et de les ancrer fermement dans une notion universalisée de ce que l'enfance devrait impliquer**. Des programmes d'enregistrement et de suivi rigoureux sont proposés afin de prévenir et de réduire les situations de maltraitance<sup>[18]</sup>.

La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et centrale sont signataires de la Convention de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et au travail. Conformément aux dispositions spéciales applicables aux pays en développement, certains États ont fixé à 14 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi, d'autres à 15 ou à 16 ans. Les âges les plus bas peuvent donner lieu à un conflit entre l'éducation et les lois du travail. Au Burkina Faso, par exemple, l'âge minimum d'admission à l'emploi rémunéré est finalement passé de 14 à 16 ans en

2008 afin de garantir l'alignement sur la législation relative à l'éducation obligatoire<sup>4</sup>. En Guinée, d'un autre côté, une disposition existe dans la loi permettant aux enfants âgés de 12 ans de travailler à condition que leurs parents ou tuteurs y consentent par écrit, s'agissant par là même l'intention de la stipulation d'un âge minimum<sup>[35]</sup>. Un autre défi est le grand nombre d'enfants dont la naissance n'a pas été déclarée immédiatement après leur naissance. De nombreux enfants connaissent leur âge par rapport aux autres membres de la famille et de la communauté, plutôt que leur âge chronologique exact. Il est par conséquent difficile de faire appliquer la loi sur l'âge minimum.

Les États ont également voté des lois sur le droit à une rémunération équitable, le droit à prendre des congés, ainsi que les règles relatives aux conditions de travail, à la sécurité sociale et à l'assurance auxquelles les travailleurs, enfants compris, ont droit. Pour les enfants, des dispositions supplémentaires sont formulées, en particulier la restriction des heures de travail. La loi sur les enfants au Ghana interdit par exemple tout travail d'exploitation privant l'enfant d'un accès à l'éducation, au développement et à la santé<sup>[31, 78]</sup>. Cependant, **la mise en application de la loi du travail protégeant les enfants est difficile, le travail se déroulant dans des foyers privés, les contrats officiels étant rares, et l'offre de domestiques potentiels rend difficile la négociation de meilleures conditions**<sup>[78]</sup>.

Le travail domestique des enfants est encore plus fortement ancré dans l'informalité que tout autre type de travail des enfants car il est fait référence aux enfants domestiques vivant à domicile par des appellations familiales comme nièces, neveux ou, plus généralement, les enfants. Toute tentative de réglementation de ces relations est extrêmement difficile. Shoishab, une ONG basée au Bangladesh, a développé des initiatives soulignant une approche au droit du travail des enfants socialement ancrée plutôt qu'une approche d'ordre strictement juridique. Shoishab a travaillé sans relâche afin de **parvenir à un changement d'attitudes de la part des employeurs d'enfants domestiques, et leur faire prendre conscience des limites qui peuvent être attendues de la part des enfants en termes de charge de travail et de tâches, et permettre à ces enfants d'aller à l'école une à deux heures par jour**. L'ONG a également réussi à introduire un code de conduite désormais largement accepté par les employeurs. La désapprobation de la société à l'égard des personnes qui exigent trop des enfants domestiques contribue à garder les exigences des employeurs sous contrôle<sup>[7]</sup>. En Tanzanie, la CHODAWU, un syndicat, a mis en place un centre de formation destiné aux filles plus âgées travaillant comme domestiques, afin d'améliorer leur capacité à négocier un salaire décent grâce à des compétences certifiées en entretien de la maison, cuisine, garde d'enfants et étiquette. Le centre propose également un service de placement exigeant des employeurs qu'ils signent un contrat avec les filles et la CHODAWU, donnant à ce syndicat le droit de contrôler les conditions de travail des filles en procédant à des visites à domicile<sup>[46]</sup>.

Au Burkina Faso, la Coalition au Burkina Faso pour les droits de l'enfant (COBUFADE) et un réseau interorganisations soutenant les filles employées comme domestiques ont formulé un code de bonne conduite stipulant des règles similaires aux normes internationales et à la législation nationale, mais adaptées aux réalités locales. Le salaire mensuel devant être perçu par un enfant domestique est fixé à 10 000 CFA [21 USD] (décembre 2006) en plus de la nourriture et des soins médicaux, et le salaire doit être directement versé à l'enfant à la fin du mois, et au plus tard le 8 du mois suivant (Article 2)<sup>[18]</sup>. Bien que ce salaire soit inférieur au salaire minimum officiel, le code stipule que les employeurs ne sont pas exemptés de répondre aux besoins de base de l'enfant. De plus, il s'agit d'une amélioration par rapport aux salaires compris entre 3 000 et 7 000 CFA [6 à 16 USD] réellement perçus par les enfants en 2006<sup>[74]</sup>.

Le Code précise également les types de tâches que les enfants peuvent accomplir. Plus important encore, les enfants domestiques ne devraient pas s'acquitter de tâches telles que le jardinage, le gardiennage, le lavage des voitures, le petit commerce, la préparation d'aliments destinés à la vente et la vente (Article 6)<sup>[18]</sup>.

---

<sup>4</sup> Code du travail au Burkina Faso, article 87 du 22/12/1992, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse & Code du travail au Burkina Faso, article 152 du 13/05/2008, ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

L'intention de cet article est de limiter les demandes faites aux enfants, mais il pourrait être ignoré des employeurs comme des employés, étant donné que les tâches domestiques et les activités commerciales sont étroitement liées et perçues comme faisant partie intégrante de la socialisation et de l'apprentissage des enfants. Chez eux, les enfants devraient progressivement apprendre à cultiver ou à commercer, et bénéficieraient ainsi d'un certain degré d'autonomie économique ainsi que d'une chance de développer les compétences sociales nécessaires pour pouvoir travailler dans l'économie informelle<sup>[26, 31, 74]</sup>. **Bien que le statut de domestique donne aux enfants un certain degré d'autonomie économique si l'employeur respecte l'article 2, les enfants pourraient s'opposer à l'idée de passer à côté de l'opportunité d'apprendre les compétences de vente de rue en ville, en particulier parce que cela leur permet de sortir du confinement qu'engendre la vie au sein du foyer, laps de temps au cours duquel ils apprennent à connaître leur quartier et commencent à développer leur réseau social, qui pourrait les aider et leur fournir une protection si nécessaire.**

Le code de bonne conduite de la COBUFADE affirme que les enfants domestiques devraient se voir allouer suffisamment de temps pour aller à l'école ou suivre une formation professionnelle (Article 12)<sup>[18]</sup>. Bien que le système éducatif au Burkina Faso soit relativement flexible et propose des cours du jour comme du soir dans les zones urbaines<sup>[55]</sup>, de nombreux enfants domestiques changent fréquemment d'emploi<sup>[49]</sup>. Un défi plus général est la **reconnaissance du statut des enfants comme employés et, par conséquent, le détachement des relations sociales** qui tiennent souvent un rôle central dans les migrations vers les villes et la recherche d'un emploi, d'un hébergement et de soutien. Ceci se reflète par la préférence des enfants à être acceptés au sein de la famille<sup>[11]</sup>. L'élan visant à catégoriser les domestiques comme employés plutôt que comme membres de la famille, par exemple, et l'interdiction d'héberger les enfants domestiques de moins de 18 ans<sup>[63]</sup> à domicile, soulignent les incohérences qui existent entre la formulation inévitablement tranchée et simplifiée des lois et les relations sociales ambiguës et changeantes entre les individus. **En Afrique de l'Ouest, le fait de recevoir un salaire tout en préférant être perçu comme un membre de la famille constitue rarement une contradiction pour les enfants domestiques et leurs employeurs**<sup>[49, 66]</sup>.

On ne peut trop insister sur l'importance d'impliquer les enfants domestiques dans toute intervention relative à leurs droits, à leur bien-être ou à leur protection<sup>[3, 11, 26]</sup>. Le MAEJT et ENDA (Environnement et Développement du Tiers Monde) ont facilité des rencontres entre des enfants domestiques venus de toute l'Afrique de l'Ouest afin de leur permettre de faire part de leurs expériences et de contribuer à l'amélioration des conditions de travail<sup>[5, 80]</sup>. Au Mali, le MAEJT a organisé la visite de 200 familles par des enfants domestiques au cours d'une campagne de sensibilisation d'une semaine afin d'améliorer le traitement des enfants domestiques. Au Sénégal, le MAEJT a aidé des enfants domestiques à écrire, diriger et jouer une pièce de théâtre qui a été jouée dans plusieurs quartiers de Dakar<sup>[24]</sup>. Les enfants utilisent non seulement ces initiatives d'autonomisation comme des moyens de négocier avec les employeurs et leur famille, mais aussi de négocier différentes approches avec les ONG qui les soutiennent<sup>[5]</sup>.

## Questions nécessitant des recherches supplémentaires

- Dans quelle mesure les enfants non migrants travaillent-ils comme domestiques ? Leurs expériences et leurs manières de résoudre les problèmes diffèrent-elles de celles des enfants d'origine rurale qui travaillent comme domestiques dans des ménages urbains ?
- Concrètement, comment les enfants sont-ils recrutés comme domestiques ?
- Comment les enfants domestiques gèrent-ils leur situation professionnelle ? Résistent-ils aux pressions excessives qui pèsent sur leur temps ? Leurs pratiques reflètent-elles celles des autres enfants du ménage ? Si tel n'est pas le cas, dans quelle mesure diffèrent-elles ?



- Comment les avances non sollicitées et agressions sexuelles affectent-elles la manière dont les enfants domestiques se perçoivent ? Ceci affecte-t-il la manière dont ils abordent certains aspects de la vie adolescente ou adulte ? Quelles stratégies adoptent-ils pour éviter des avances non sollicitées et faire face aux agressions ?
- Comment les adultes et les enfants décrivent-ils les pratiques d'éducation des enfants et les justifient-ils ? Comment les enfants en général et les enfants domestiques en particulier perçoivent-ils les comportements, l'équité de ces comportements et comment les gèrent-ils ?
- Quel est l'impact sur le long terme des initiatives visant à réduire la demande d'enfants domestiques ? L'introduction de technologies permettant de réduire les besoins de main-d'œuvre dans les tâches domestiques par exemple pourrait réduire le besoin d'aide domestique, mais réduirait-elle le nombre de domestiques ? Les enfants pauvres acceptent-ils de travailler pour un salaire inférieur ? Trouveront-ils d'autres activités ? Les employeurs se sentiront-ils moralement obligés de trouver d'autres tâches à accomplir pour leurs jeunes parents ?

## Références

1. Akresh, R. (2004a) *Adjusting household structure: School enrolment impacts of child fostering in Burkina Faso*. Bureau for Research in Economic Analysis of Development BREAD Working Paper 89. [<http://ipl.econ.duke.edu/bread/papers/working/089.pdf>]
2. Andersson, J. A. (2001) Reinterpreting the rural-urban connection: migration practices and socio-cultural dispositions of buhera workers in Harare. *Journal of the International African Institute*, 71, 82-112.
3. Andvig, J.C., Canagarajah, S. and Kielland, A. (2001) *Issues in child labor in Africa*. Working Paper No. 26701, Human Development Sector, Africa Region, World Bank. [<http://info.worldbank.org/etools/docs/library/237384/toolkitfr/pdf/andvig2.pdf>]
4. Ansell, N. (2005) *Children, youth and development*, London and New York: Routledge.
5. Anti-Slavery International (2005) *Child domestic workers: A handbook on good practice in programme interventions*. London: Anti-Slavery International. [[http://www.antislavery.org/includes/documents/cm\\_docs/2009/c/child\\_domestic\\_workers\\_interventions.pdf](http://www.antislavery.org/includes/documents/cm_docs/2009/c/child_domestic_workers_interventions.pdf)]
6. Apt, N. A. (2005) *A study of child domestic work in Northern and Upper East regions of Ghana*. Centre for Social Policy Studies, University of Ghana, Legon, August 2005. [provided by UNICEF]
7. Black, M. (2004). *Opening minds, opening up opportunities. Children's participation in action for working children*. London: Save the Children-UK. ([http://www.savethechildren.org.uk/en/54\\_5181.htm](http://www.savethechildren.org.uk/en/54_5181.htm), accessed 3/6/2005)
8. Bledsoe, C. H. (1980) *Women and marriage in Kpelle society*. Stanford, CA., Stanford University Press.
9. Bledsoe, C.H. (1990), 'No success without struggle': social mobility and hardship for foster children in Sierra Leone. *Man (n.s.)* 25: 70-88.
10. Bourdillon, M. (2009) Children as domestic employees: Problems and promises. *Journal of Children and Poverty* 15(1): 1-18. [provided by UNICEF]
11. Bourdillon, M., Levinson, D. Myers, W. and White, B. (2010) *Rights and wrongs of children's work*. New Brunswick: Rutgers University Press.
12. Børnefonden (2009) *Prevention of HIV/AIDS and STI among young people, Togo*. Annual Report 2009. Lomé: Børnefonden. [<http://bornefonden.dk/images/stories/projekter/danmarksindsamling/ar2009hiv aids.pdf>]
13. Castle, S. and Diarra, A. (2003) *The international migration of young Malians: Tradition, necessity or rite of passage?* London: London School of Hygiene and Tropical Medicine.
14. CHI (2009) *Violence Against Children Follow up report 2009*. Amsterdam: Child Helpline International.



15. Child Frontiers (2011) *Mapping and assessing child protection systems in West and Central Africa. A five-country analysis paper*. Regional Reference Group for West and Central Africa, Plan International, Save the Children International and UNICEF.
16. Clifford, J. 1992. Travelling cultures. In: Grossberg, L., Nelson, C. & Treichler, P. (eds.) *Cultural studies*. New York and London: Routledge.
17. Cobufade (2006) *Code de bonne conduite - en faveur des enfants travailleurs domestiques au Burkina Faso*. Ouagadougou : Coalition au Burkina Faso pour les Droits de l'Enfant (Cobufade).
18. CRIN (2010) *Child Domestic Workers - the dawn of a new Convention?* CRINMAIL No. 1180, Child Rights Information Network (CRIN). [[http://www.crin.org/email/crinmail\\_detail\\_popup.asp?crinmailID=3317](http://www.crin.org/email/crinmail_detail_popup.asp?crinmailID=3317)]
19. Diallo, Y. (2008) *Les activités des enfants en Afrique subsaharienne: les enseignements des enquêtes sur le travail des enfants en Afrique de l'Ouest*. Florence : Understanding Children's Work, Innocenti Research Centre. [[http://www.ucw-project.org/pdf/publications/STyacouba\\_SSA\\_act\\_enf.pdf](http://www.ucw-project.org/pdf/publications/STyacouba_SSA_act_enf.pdf)]
20. Dottridge, M. (2007) *A handbook on planning projects to prevent child trafficking*. Lausanne: Terre des Hommes.
21. Dottridge, M. (2008). *Kids abroad: ignore them, abuse them or protect them? Lessons on how to protect children on the move from being exploited*. Lausanne, Terre des Hommes. [<http://tdh-childprotection.org/documents/kids-abroad-ignore-them-abuse-them-or-protect-them>]
22. Dottridge, M. (2011a) *Exploring methods to protect children on the move. A handbook for organisations wanting to prevent child trafficking, exploitation and the worst forms of child labour*. Lausanne: Terre des Hommes International Fédération. [[http://www.terredeshommes.org/pdf/handbook/handbook\\_children\\_on\\_the\\_move.pdf](http://www.terredeshommes.org/pdf/handbook/handbook_children_on_the_move.pdf)]
23. Dottridge, M. (2011b) *A handbook on adapting and implementing UNICEF's Guidelines for the protection of the rights of child victims of trafficking at national level in West and Central Africa*. Dakar: West and Central Africa Regional Office, UNICEF.
24. Dottridge, M. and Feneyrol, O. (2007). *Action to strengthen indigenous child protection mechanisms in West Africa to prevent migrant children from being subjected to abuse*. Lomé: Terre des Hommes.
25. Fioissi-Kpadonou, E., Kpadonou, Gt., Chidikofan, V., Aiyivi, B. et Charleir-Mikolajczak, D. (2007) Éducation préscolaire en famille : ce qui reste de la tradition en ville expérience à Cotonou, Bénin. *Louvain Médical* 126(8): 317-321. [<http://sites-final.uclouvain.be/loumed/V126,%202007/V126,%202007/octobre/Fioissi-Kpadonou-%20p317-324.pdf>]
26. Fréchette, L. et Aduayi-Diop, R. (2005) *La main d'œuvre féminine chez les jeunes d'Afrique : regard sur trois situations aliénantes*. Québec : Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS).
27. Gugler, J. (2002) The son of the hawk does not remain abroad: The urban-rural connection in Africa. *African Studies Review*, 45, 21-41.
28. Guinée Stat Plus & BIT (nd) *Etude de base sur le travail des enfants en Guinée*.
29. Harsch, E. (2001) Child labour rooted in Africa's poverty. Campaigns launched against traffickers and abusive work. *Africa Recovery*, 15(3, Part of Special Feature: Protecting Africa's Children): 14p. [<http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol15no3/153chil4.htm>]
30. Hashim, I.M. (2007) *Independent child migration and education in Ghana. Development and Change*, 38(5): 911-931.
31. Hashim, I. and Thorsen, D. (2011) *Child migration in Africa*, London and New York: Zed Books with the Nordic Africa Institute.
32. Hertrich, V. and Lesclingand, M. (2007) *Transition to adulthood and gender: changes in rural Mali*. Documents de Travail, No. 140, Paris: INED.
33. Human Rights Watch (2003). *Borderline slavery. Child trafficking in Togo*. Vol.15, No. 8(A), New York: Human Rights Watch. (<http://www.hrw.org/en/reports/2003/04/01/borderline-slavery>)
34. Human Rights Watch (2004) *Child domestics: The world's invisible workers*. New York: Human Rights Watch. [provided by UNICEF]

35. Human Rights Watch (2007) *Bottom of the ladder. Exploitation and abuse of girl domestic workers in Guinea*. Volume 19, No. 8(A), New York: Human Rights Watch. [provided by UNICEF]
36. ILO (2004a) *Girl child labour in agriculture, domestic work and sexual exploitation. Rapid assessments on the cases of the Philippines, Ghana and Ecuador*, Girl child labour studies Vol. 1, edited by A. Amorim, U. Murray and J. Bland, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Office (ILO).
37. ILO (2004b) *Helping hands or shackled lives? Understanding child domestic labour and response to it*. By J. Kane. Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organisation. ([http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2004/104B09\\_138\\_engl.pdf](http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2004/104B09_138_engl.pdf), accessed 24/03/2011)
38. ILO (2006a) *Child domestic labour in South-East and East Asia: Emerging good practices to combat it*. By A. Matsuno and J. Blagbrough, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Office (ILO).
39. ILO (2006b) *ILO-IPEC Interregional Workshop on Child Domestic Labour and Trade Unions: Report*. International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Office (ILO).
40. ILO (2007a) *Combating the trafficking of children for labour exploitation in West and Central Africa*. IPEC evaluation by R. Kolokosso, D. Yantio and H. Ketel, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organisation (ILO).
41. ILO (2007b) *Guidelines on the design of direct action strategies to combat child domestic labour*. By C. Sornkaew and M. J. Chamorro, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Office (ILO).
42. ILO (2007c) *Rooting out child labour from cocoa farms. Paper No. 3: Sharing experiences*. By S. Khan S. and U. Murray, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organization (ILO). [<http://www.ilo.org/ipecinfo>]
43. ILO (2007d) *Rooting out child labour from cocoa farms. Paper No. 4: Child labour monitoring – A partnership of communities and government*. By S. Khan S. and U. Murray, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organization (ILO). [<http://www.ilo.org/ipecinfo>]
44. ILO (2009) *Give girls a chance. Tackling child labour, a key to the future*. International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), International Labour Office (ILO), Geneva.
45. ILO (2010a) *Decent work for domestic workers*. Report IV(1), Fourth item on the agenda for the International Labour Conference, 100th Session, 2011, International Labour Office (ILO), Geneva.
46. ILO (2010b) *Moving towards decent work for domestic workers: an overview of the ILO's work*. By Asha D'Souza. Geneva: Bureau for Gender Equality, International Labour Office (ILO).
47. Imorou, A.-B. (2008) *Le coton et la mobilité: les implications d'une culture de rente sur les trajectoires sociales des jeunes et enfants au Nord-Bénin*. Dakar: Plan-Waro/Terre des Hommes/Lasdel-Bénin. [<http://cnspe.net/documents/EtudesRapports/Le%20coton%20et%20la%20mobilité%20des%20enfants%20au%20Nord%20Benin.pdf>]
48. Jacquemin, M.Y. (2002) Travail domestique et travail des enfants, le cas d'Abidjan (Côte d'Ivoire). *Revue Tiers Monde* XLIII(170): 307-326.
49. Jacquemin, M.Y. (2004) Children's domestic work in Abidjan, Côte d'Ivoire. The petites bonnes have the floor. *Childhood* 11(3): 383-397.
50. Jacquemin, M. (2007) *Sociologie du service domestique juvénile: 'Petites nièces' et 'petites bonnes' à Abidjan*. Thèse doctorale, Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
51. Jacquemin, M.Y. (2009) "Petites nièces" et "petites bonnes" à Abidjan. Les mutations de la domesticité juvénile. *Travail, genre et sociétés* 22.
52. Jensen, L. P. V. (pers.com.) Project director, Børnefonden Togo, Lomé.
53. Kanté, S. (2002) *Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: vers la promotion d'un travail décent*. Secteur de l'Emploi, Bureau International du Travail, Document de travail 2002/15.

54. Kielland, A. (2009) Child mobility as household risk management. *Forum for Development Studies* 36(2), 257-273.
55. Koundouno M.-S. (2005) *Exploitation sexuelles des filles domestiques (zone d'application : Kissidougou, Kindia, Conakry)*. Conakry : UNICEF. [provided by UNICEF]
56. Lambert, M. (2007) Politics, patriarchy, and the new traditions: understanding female migration among the Jola (Senegal, West Africa). In: H.P. Hahn and G. Klute (eds.) *Cultures of Migration. African Perspectives*, Berlin: Lit Verlag, pp. 129-148.
57. Leinaweaver, J.B. (2007) Choosing to move. Child agency on Peru's margins. *Childhood* 14(3), 375-392.
58. MAEJT (2009) *Exode précoce des enfants en Afrique de l'Ouest*. JEUDA No. 119, Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs, Dakar.
59. MAEJT (2011) *Protection des enfants en mobilité par des enfants et jeunes organisés. Quelques expériences des AEJT en Afrique de l'Ouest*. JEUDA 123. Dakar: Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT).
60. Notermans, C. (2008) The emotional world of kinship: Children's experiences of fosterage in East Cameroon. *Childhood* 15(3), 355-377.
61. Okafor, E.E. (2009) The use of adolescents as domestic servants in Ibadan, Nigeria. *Journal of Adolescent Research* 24(2): 169-193.
62. Pinheiro, P. S. (2006). *World report on violence against children*. Geneva: United Nations Secretary-General's Study on Violence against Children. [<http://www.violencestudy.org>]
63. *Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of slavery, including its causes and consequences. Gulnara Shahinian* (2010) (A/HRC/15/20), UN General Assembly, New York.
64. Riisøen, K.H., A. Hatløy and L. Bjerkan (2004) *Travel to uncertainty. A study of child relocation in Burkina Faso, Ghana and Mali*. Fafo Institute for Applied International Studies, Oslo. [<http://www.fafo.no/pub/rapp/440/440.pdf>]
65. Robertson, C. C. (1984) *Sharing the same bowl*, Bloomington, Indiana University Press.
66. Save the Children (2009a) *Ça-là, c'est difficile. L'exploitation du travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Save the Children UK Côte d'Ivoire en collaboration avec Save the Children Sweden Côte d'Ivoire, Abidjan.
67. Save the Children (2009b) *What are we learning about protecting children in the community? An inter-agency review of the evidence on community-based child protection mechanisms in humanitarian and development settings*. By Mike Wessells. Inter-Agency Reference Group.
68. Terre des Hommes (2003) *Les filles domestiques au Burkina Faso: traite ou migration?* Ouagadougou : Terre des Hommes.
69. Terre des Hommes (2009) *Child Labour: Stop Exploitation – Empower Children*. Position Paper, June 2009. Lausanne: Terre des Hommes.
70. Terre des Hommes (2010) *Saly, grande soeur*. Délégation du Burkina Faso, Lausanne: Fondation Terre des hommes.
71. Theis, J. (pers.com.) Regional chief of child protection, UNICEF West and Central Africa Regional Office, Dakar.
72. Thorsen, D. (2006) Child migrants in transit. Strategies to become adult in rural Burkina Faso. In: Christiansen, C., Utas, M. & Vigh, H.E. (eds.) *Navigating youth, generating adulthood: social becoming in an African context*. Uppsala: Nordic Africa Institute, pp. 88-114.
73. Thorsen, D. (2007a) Junior-senior linkages. Youngsters' perceptions of migration in rural Burkina Faso. In: H.P. Hahn and G. Klute (eds.) *Cultures of Migration. African Perspectives*, Berlin: Lit Verlag.
74. Thorsen, D. (2007b) *'If Only I Get Enough Money for a Bicycle!' A Study of Childhoods, Migration and Adolescent Aspirations Against a Backdrop of Exploitation and Trafficking in Burkina Faso*. Working Paper T21, Development Research Center on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex, Brighton.
75. Thorsen, D. (2009) *Mobile youth with little formal education: Work opportunities and practices*. Development Research Center on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex, Brighton.

76. Thorsen, D. (2010) The place of migration in girls' imagination. *Journal of Comparative Family Studies* XXXXI(2): 256-280.
77. Thorsen, D. (2011) Non-formal apprenticeships for rural youth – questions that need to be asked. *NORRAG News*, 146, 71-73
78. Tsikata, D. (2009) *Domestic work and domestic workers in Ghana: An overview of the legal regime and practice*. Conditions of Work and Employment Series 23, International Labour Office (ILO), Geneva. [http://www.ilo.org/travail/whatwedo/publications/lang--en/docName--WCMS\\_145332/index.htm](http://www.ilo.org/travail/whatwedo/publications/lang--en/docName--WCMS_145332/index.htm)
79. UCW (2010) *Joining forces against child labour. Inter-agency report for The Hague global child labour conference of 2010*. By Furio C. Rosati with Lorenzo Guarcello, Nihan Koseleci, Scott Lyon, Gabriella Breglia, Irina Kovrova, and Cristina Valdivia. Understanding Children's Work (UCW) Programme. Geneva: ILO. [<http://www.ilo.org/ipecinfo/product/viewProduct.do?productId=13333>]
80. UNICEF (1999) Child domestic work. *Innocenti Digest*, No. 99/17, Innocenti Research Centre, Rome: UNICEF. [provided by UNICEF]
81. UNICEF (2010) *Urbanisation, changements sociale et protection des enfants en Afrique de l'ouest et du centre – une revue documentaire*. By M. Jacquemin, M. West and Central Africa Regional Office, Dakar: UNICEF.
82. USAID (2002) *Planning intervention strategies for child laborers in Côte d'Ivoire*. Final Report (consultancy), Education to Combat Abusive Child Labor (ECACL) and Basic Education and Policy Support (BEPS).
83. Vischer, L. R. (1997). *Mütter zwischen Herd und Markt. Das Verhältnis von Mutterschaft, sozialer Elternschaft und Frauenarbeit bei den Moose (Mossi) in Ouagadougou/Burkina Faso*, Basel: Universität und Museum den Kulturen.
84. Walther, R. (2006b) *La formation professionnelle en secteur informel – Cameroun*. AFD Document de travail N° 17, Agence Française de Développement, Paris.
85. Whitehead, A., Hashim, I. M. and Iversen, V. (2007) *Child migration, child agency and inter-generational relations in Africa and South Asia*. Working Paper T24, Development Research
86. Author's observations in Burkina Faso and/or Côte d'Ivoire.